Les DEBATS

Votre quotidien national

Son corps a été jeté dans un oued

Les assassins d'un commerçant condamnés à mort

Page 24

Gaz de schiste

La tension persiste à In Salah

In Salah reste sous tension. La situation a failli dégénérer à nouveau, hier, dans cette région en proie depuis deux mois à un mouvement de protestation anti-gaz de schiste.

Page 2

Des députés protestent à l'APN

La session de printemps du Parlement s'annonce «intense»

En attendant la révision de la Constitution...

La révision de la Constitution, projet attendu de tous, ne sera pas à l'ordre du jour de la session de printemps du Parlement qui s'est ouverte hier. Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Larbi Ould Khelifa en avait fait l'annonce à la veille de la reprise de l'activité parlementaire, expliquant que le gouvernement n'en avait donné aucune consigne à ce sujet.

Page 2

Tizi Ouzou

Un terroriste abattu par l'armée

Page 24

Baisse du niveau des élèves

La ministère de l'Education accuse les syndicats

Page 4

Etudiants et enseignants montent au créneau

Grève dans plusieurs universités

Les mouvements de protestation s'enchaînent et se ressemblent dans les universités algériennes. Enseignants et étudiants sont montés au créneau dans plusieurs wilayas pour dénoncer l'anarchie et la marginalisation qui règne dans les campus.

Page 4

Institutions publiques-société : vases non communicants

Quels horizons pour la communication institutionnelle ?

Par Saâd Taferka

De quelle institution le chargé de communication est le «porte-parole» ? Autrement dit, les cellules de communication peuvent-elles être plus «performantes» que les structures publiques desquelles elles dépendent ?

Par-delà leur formation initiale, supposée liée aux sciences de la communication, les chargés de communication sont-ils bien intégrés dans les rouages de leurs institutions respectives et imprégnés des réalités de la gestion pour qu'ils puissent accomplir le travail dont ils ont la charge dans les règles de l'art ? Censés être l'interface de l'administration avec les médias (journaux, télévision, radio), les chargés de communication ne sont pas toujours dans leur «élément» lorsqu'il s'agit de représenter leurs structures auprès de ces organes et donner l'information recherchée. Dans certaines administrations, ils sont vus comme des «intrus», des «agents secrets», auxquels il ne faudrait pas fournir toute l'information. Une fois appelés à intervenir devant les médias, qu'auront-ils à donner s'ils ne disposent pas de chiffres, de statistiques, de faits,...etc ?

Samedi dernier, le ministre de la Communication, Hamid Grine, a appelé à une relation «professionnelle et de confiance» entre les chargés de communication institutionnelle et les journalistes. Il a rappelé, à cette occasion, la nécessité du respect des règles déontologiques.

«Le chargé de la communication doit respecter le journaliste, ne pas lui mentir et ne pas le manipuler», recommande Hamid Grine. Afin d'être à la hauteur de sa mission et l'accomplir dans les meilleures conditions, le chargé de communication d'une institution publique devrait bénéficier de formations complémentaires, a suggéré le ministre. De même, il estime «important» que le chargé de communication soit en contact permanent avec son responsable hiérarchique. Ce dernier doit être consulté avant la diffusion de toute information.

Page 5

Protestation contre le gaz de schiste

La tension persiste à In Salah

In Salah reste sous tension. La situation a failli dégénérer à nouveau hier, dans cette région en proie depuis deux mois, à un mouvement de protestation anti-gaz de schiste.

Par Rachid Chihab

La raison : l'intervention des gendarmes pour déloger un groupe de protestataires qui bloquent, depuis deux semaines, la route qui mène vers le puits expérimental du gaz de schiste à Ahnit, 35 km de la ville de In Salah. La tentative des gendarmes à dégager les tentes placées au bord de la route a suscité une réaction violente des manifestants. Vite les altercations tournent en scènes de violences, affirme une source locale. Le bilan provisoire annoncé par le Comité d'organisation de la protestation anti-gaz de schiste de In Salah parle d'une dizaine de blessés parmi les manifestants. Conscients de la gravité de la situation et des répercussions de nouvelles dérives, les membres de ce comité ont tenu immédiatement une réunion d'urgence avec les responsables locaux des services de sécurité. Les deux parties qui se sont déjà rencontrées la veille se sont mis d'accord de conjuguer les efforts pour éviter la reprise des affrontements et laisser la justice faire son travail sur les cas de violences présumés. «Les personnes qui disent être violentées et malmenées par les services de sécurité vont saisir la justice», affirme notre source. Cette démarche vise à apaiser les esprits et à ne pas sortir du cadre légal. L'annonce de l'intervention des gendarmes à Ahnit a enflammé la place de la résistance. Fort heureusement, l'aile pacifique du mouvement a fini par mettre la main sur la situation. «De jeunes activistes en colère ont essayé de marcher, mais la sagesse a fini par prendre le contrôle de la situation», indique notre source qui note, par ailleurs, que les négociations avec les pouvoirs publics sur le dossier du gaz de schiste sont toujours en suspens. «Rien de nouveau sur le gaz de schiste», ajoute-t-elle. A la fin du rassemblement tenu à la place de la Résistance, les protestataires ont salué l'action des partis de l'opposition au sein de l'APN pour soutenir les manifestants de In Salah.

A noter aussi que plusieurs marches et actions de solidarité avec les habitants de In Salah ont été organisées hier, à travers le sud du pays. A Ouargla, des dizaines de personnes, accompagnées par quelques enseignants universitaires, ont marché depuis l'université Kasdi-Merbah vers le centre-ville pour dénoncer l'intervention des services de sécurité et appeler le gouvernement à revenir sur sa décision relative à l'exploitation du gaz de schiste. A l'extrême Sud (Tamanrasset), des étudiants ont marché dans la ville pour dénoncer ce qu'il appelle «le recours abusif à la violence». Une autre action estudiantine a eu lieu également dans la ville de Laghouat où des étudiants ont organisé un sit-in devant la résidence universitaire 3 000 lits pour les mêmes raisons. À Illizi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant le siège de la wilaya pour manifester leur soutien aux habitants de In Salah. Dans la ville de Mitlili à Ghardaïa, une marche a été organisée samedi dernier pour le même motif.

R. C.

Exploration du gaz de schiste

Des députés protestent à l'APN

Par Massi Salami

Des députés de partis d'opposition ont protesté, hier à l'APN, contre l'exploitation du gaz de schiste. Lors de la séance d'ouverture des travaux de la session de printemps 2015 de l'Assemblée populaire nationale (APN) des élus représentant les partis de l'opposition ont exprimé leur «rejet» de l'exploration du gaz de schiste dans le sud du pays. Il s'agit des députés appartenant au Mouvement de la société pour la paix (MSP) et au mouvement Ennahda, outre M. Karim Tabbou de l'Union démocratique et sociale (en voie de création). Interrogé sur les affrontements de ces deux derniers jours à In salah, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal s'est montré peu prolixe. Il a répondu qu' «il n'y a rien à dire» et que la situation «est normale» rapporte des médias. Il a aussi déclaré «avoir parlé à Arzew». Des sources proches du Premier ministre ont néanmoins indiqué que le Premier ministre va se rendre à In Salah, sans toutefois donner de date précise. Tout compte fait, la question du gaz de schiste ne semble pas connaître son épilogue, en raison notamment des violences enregistrées ces derniers jours. Des violences qui font craindre d'éventuels dérapages, si une solution définitive n'est pas trouvée pour apaiser la tension qui règne parmi les habitants de nombreuses wilayas du Sud . Selon le ministère de l'Intérieur, s'exprimant dans un communiqué, les incidents «touchant à l'ordre public» initiés dimanche dernier à In Salah par un groupe de jeunes contestant les opérations d'exploration du gaz de schiste ont provoqué, notamment des blessures à 40 policiers et l'incendie du siège de la daïra et de la résidence du chef de la daïra.

Parmi les agents de maintien de l'ordre blessés, deux sont grièvement atteints et une partie du dortoir réservé aux agents de police, ainsi qu'un camion appartenant aux services de la Sûreté nationale ont été incendiés.

«En dépit de ces agissements, la réaction correcte et le professionnalisme des forces de l'ordre, ont permis de maîtriser la situation et d'instaurer le calme dans la ville», souligne encore le ministère.

Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur a affirmé que les voies du dialogue «sont et resteront toujours ouvertes». Le ministère qui a exprimé son profond regret quant aux incidents qu'a connus la ville de In Salah, «recommande les voies du dialogue qui demeurent le meilleur moyen pour aboutir à un consensus autour de la question, et affirme que les voies du dialogue sont et resteront toujours ouvertes».

Le ministère «reste persuadé que la sagesse avérée des citoyens de la région ainsi que le patriotisme immuable des habitants de In Salah, demeureront le rempart contre toute tentative visant la sécurité et la stabilité de cette ville», précise la même source.

Les villes de In Salah et Tamanrasset sont, depuis plusieurs jours, le théâtre de marches et de sit-in, pacifiques, de protestation contre le projet d'exploration du gaz de schiste, et contre «ses répercussions négatives sur la santé et l'environnement», appelant à «son arrêt immédiat». Les plus hautes autorités du pays avaient assuré, dernièrement, qu'il n'y avait pour l'heure aucune exploitation de gaz de schiste, mais seulement des études en cours pour évaluer le potentiel de l'Algérie en cette énergie.

M. S.

REGARDS

Par Ahmed Halfaoui

De la souveraineté et de la dépendance

Dans l'une de ses dernières sorties, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a carrément bombé le torse et déclamé que «nul ne nous dictait notre politique». A la bonne heure, qui ne voudrait pas le croire. Malheureusement, il est difficile de ne pas sourire en coin, quand on observe l'état de l'économie nationale depuis plus de 20 ans et que l'on tente de trouver une seule initiative propre, en dehors de l'obéissance zélée aux directives de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). A l'exception de ce qui s'est produit en 2008, lorsque les maîtres du monde, eux-mêmes, se sont mis à faire ouvertement du «patriotisme économique» et qu'ils étaient trop paniqués, devant la crise qui s'abattait sur leurs certitudes, pour être trop vigilants sur ce qui se passait dans leur périphérie. Nous savons ce qui est advenu, sauf ce principe de partenariat 51/49%, au profit de l'Algérie, qui a été maintenu. Le recul sur la question a été très discret et l'Etat a recommencé à jurer qu'il ne remettait pas en cause l'économie de marché. Celle-ci qui fait que les Algériens continuent d'attendre, stoïquement, que les capitaux privés, d'ici et d'ailleurs, viennent faire fleurir leur pays. Parce que c'est ainsi que fonctionne le monde, depuis que le capitalisme international développe ses arguments musclés pour soumettre les nations. Sauf celles qui ont décidé de ne pas se laisser faire et d'user de leur «souveraineté territorialisée», pour reprendre Tony Negri, contre «la déterritorialisation universelle» où ce sont les lois du néolibéralisme qui règnent et que presque tous les nationalismes ont troqué leur souverainisme contre «l'ouverture» au marché et l'adhésion au temple OMC et autres espaces commerciaux vestibules. Ce faisant, un module est fourni avec son mode d'emploi, qui ne laisse rien au hasard, même le fonctionnement politique. L'adhésion au «monde» formaté passe, selon les maîtres de la planète, par une condition : l'instauration de régimes démocratiques. Ce qui signifie aussi et d'abord un désengagement immédiat de l'Etat de la sphère économique. Cette condition n'est, bien sûr, pas énoncée dans les discours officiels. Les dictatures, les plus asphyxiantes des libertés, qui y souscrivent sont décorées du label des bons élèves et les démocraties qui la rejettent sont inscrites au registre des «Etats voyous». Dans cette seconde catégorie figure, par exemple, le Venezuela dont le régime ne déroge pourtant à aucun des principes connus en matière de démocratie. La démocratie comme système de gouvernement serait donc secondaire, si les intérêts stratégiques des puissances occidentales et si la liberté du marché sont contrariés. La condition figure en tête, ailleurs, dans la liste des clauses du FMI, de la Bird et des «accords d'association pour les zones de libre-échange». Là où l'opinion populaire n'ira pas fouiner. Si tant est que le niveau culturel des multitudes, noyées dans le quotidien de la survie, peut leur permettre de fouiner, de s'informer justement et de juger. En attendant, les produits chinois sont les malvenus en Occident et les capitaux arabes perdent leur pouvoir d'achat quand ils s'aventurent dans le patrimoine étatsunien. La Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme se posent alors comme le vrai pouvoir, appuyé par la puissance armée, comme en Afghanistan, en Irak et en Palestine, si nécessaire. Cela s'appelle la ploutocratie «ploutos» signifiant «richesse» et «kratos» signifiant «pouvoir». «Les intérêts des Etats-Unis sont définis comme l'accès sans entraves aux ressources naturelles, à la main-d'œuvre et aux marchés des pays tiers», disait Philip Agee, ancien agent de la CIA.

A. H .

La session de printemps du Parlement s'annonce «intense»

En attendant la révision de la Constitution…

La révision de la Constitution, projet attendu de tous, ne sera pas à l'ordre du jour de la session de printemps du Parlement qui s'est ouverte hier. Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Larbi Ould Khelifa en avait fait l'annonce à la veille de la reprise de l'activité parlementaire, expliquant que le gouvernement n'en avait donné aucune consigne à ce sujet.

Par M. Ait Chabane

Cela ajoute davantage de confusion autour de ce projet, d'autant plus que les spéculations vont bon train ces dernières semaines allant jusqu'à évoquer un éventuel report de ce projet censé chapeauter toutes les réformes politiques engagées ces dernières années. Le retard pris pour engager la révision constitutionnelle, promise par le président de la République pour le courant de cette année, renseigne, aussi bien sur les atermoiements en haut lieu qui entourent ce projet, que sur la profondeur des amendements qu'on voudrait insuffler à la loi fondamentale. On en parle plus d'ailleurs depuis la clôture des consultations politiques menées par le ministre d'Etat, conseiller à la présidence de la République, Ahmed Ouyahia. Lors de l'ouverture de la session de printemps du Parlement, le Premier ministre et le président de l'APN ont carrément évacué le débat autour de ce sujet, n'en faisant la moindre illusion, ce qui en dit long sur les incertitudes que nourrit la révision constitutionnelle. Le projet n'est certes pas renvoyé aux calendes grecques, mais le retard pris pour le concrétiser et l'abstraction faite autour de la teneur réelle des amendements potentiels à apporter donne du grain à moudre pour l'opposition qui imaginerait tous les scenarii. A moins donc d'un retard tactique destiné à décliner l'opinion nationale et la classe politique des réels enjeux qui entourent la révision constitutionnelle, force est de constater les difficultés retrouvées pour parvenir à un compromis à défaut d'un consensus. Néanmoins, la session de printemps du Parlement s'annonce «intense», selon les termes du président de la Chambre basse, en ce sens que les députés auront à examiner et adopter plusieurs projets de lois non moins importants que la révision constitutionnelle. «La présente session connaîtra une intense activité législative. Outre les cinq projets de lois inscrits à l'ordre du jour de la précédente session (...), l'APN poursuivra, dans le cadre de ses missions constitutionnelles, l'examen des projets qui lui seront présentés, conformément à l'ordre du jour de la session de printemps», a indiqué Larbi Ould Khelifa. Il s'agit du projet de loi amendant et complétant l'ordonnance n°05-06 relative à la lutte contre la contrebande, du projet de loi fixant les règles générales relatives à l'aviation civile, du projet de loi relatif à la protection de l'enfant, du projet de loi amendant et complétant l'ordonnance n°66-156 portant Code pénal. Deux autres projets de loi déposées au cours de l'intersession seront également au menu des députés, en l'occurrence celui de l'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique, du projet de loi amendant et complétant l'ordonnance n°03-04 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation des marchandises ainsi que le projet relatif à la protection de l'enfant.

M. A. C.

Conseil des droits de l'homme des Nations unies

L'Algérie appelle à l'élimination complète des armes nucléaires

Par Sofiane Aït Mohamed

Appelant au lancement des négociations pour l'élimination complète des armes nucléaires, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, qui a conduit la délégation algérienne qui participe au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, a souligné la participation «concrète» de notre pays «à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits».

Lamamra a réitéré, hier à Genève, un appel au lancement des négociations pour l'élimination complète des armes nucléaires. «Je voudrais réitérer l'appel lancé par la Conférence ministérielle du Mouvement des pays non-alignés tenue, en mai dernier à Alger, en vue du lancement des négociations pour l'élimination complète des armes nucléaires dans le cadre d'un programme échelonné et selon un calendrier précis débouchant sur une Convention opposable à tous», a indiqué M. Lamamra dans une allocution au segment de haut niveau de la Conférence du désarmement, exhotrant les Etats dotés de l'arme nucléaire «d'agir conformément à la responsabilité particulière qui est la leur pour donner un effet concret aux dispositions de l'article VI du TNP relatif au désarmement nucléaire et conformément aux engagements souverainement pris, en particulier celui de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires». Relevant que le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires «avance très lentement vers l'universalité», Lamamra, lance «un appel pressant» pour que ce Traité «soit ratifié par les Etats qui ne l'ont pas encore fait», car «une avancée significative en matière de garanties négatives de sécurité, à travers la conclusion d'un instrument international juridiquement contraignant, demeure impérative». Concernant la Conférence du désarmement, le ministre a indiqué que l'Algérie attache une «grande importance» à cette instance, en tant qu' «unique cadre multilatéral de négociation dans le domaine du désarmement» et qui demeure de «l'organe approprié pour prendre en charge l'ensemble des défis que je viens d'évoquer». Réaffirmant, l'engagement de l'Algérie «à participer à toute initiative qui viserait à asseoir les bases solides et durables de notre aspiration commune à la paix, à la sécurité et à la stabilité», le chef de la diplomatie algérienne n'a pas manqué de rappeler que notre pays s'est attelé «à adhérer» à tous les instruments de désarmement et de non-prolifération d'armes de destruction massive. Annonçant que l'Algérie «vient de ratifier la Convention sur certaines armes conventionnelles» et «souscrit également à toutes les initiatives multilatérales de lutte contre le terrorisme et participe activement au processus visant à assurer la promotion des mesures de sûreté et de sécurité nucléaires», M. Lamamra ne manquera pas de réaffirmer que l'Algérie participe «concrètement à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits». Il en veut pour preuve, la médiation qu'elle a menée «avec succès» entre le gouvernement malien et les mouvements politico-militaires du nord du Mali pour promouvoir une solution pacifique. «Dans le même esprit, l'Algérie œuvre avec détermination avec d'autres acteurs de bonne volonté à faire taire les armes et à favoriser un dialogue inclusif et une solution politique à la crise libyenne en vue de la restauration d'une paix durable dans ce pays frère et de la préservation de son unité et intégrité territoriale», a-t-il encore argué.

S. A. M.

Conflits au Sahel

Des experts soutiennent l'approche algérienne

Les participants à un colloque sur le Sahel organisé, hier à Alger, ont soutenu l'approche de l'Algérie préconisant une solution politique aux conflits dans cette région d'Afrique et un appui au développement socio-économique de ses populations.

A cet effet, le directeur du Laboratoire de recherche Mondialisation et droit national et coordonnateur de l'Ecole doctorale de droit et des sciences politiques de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, Abdelkader Kacher, a indiqué que l'Algérie était «convaincue» que les conflits, notamment dans la région du Sahel, peuvent être évités et résolus par le dialogue et non pas par l'ingérence étrangère.

Dans sa communication sur «les défis et l'urgence d'une prise de conscience africaine collective», le Pr Kacher a recommandé la mise en place de mécanismes africains pour le règlement des conflits dans le continent.

Les pays africains doivent, selon lui, entretenir une «conscience collective» quant à la dangerosité des conflits ethniques, territoriaux et autres. Ils parviendront ainsi à parer à l'ingérence et à l'influence des anciennes forces coloniales dans le continent, a-t-il souligné.

Pour sa part, Mustapha Ben Abdelaziz, enseignant à la Faculté des sciences politiques et relations internationales de l'université Alger III, a mis l'accent sur la nécessité de soutenir économiquement les populations de la région du Sahel pour éviter les guerres et les conflits.

Il faut, a-t-il insisté, rendre l'espoir à ces populations qui vivent au dessus du seuil de la pauvreté en les aidant à améliorer leurs conditions de vie et à trouver les moyens d'exploiter et de transformer leurs richesses naturelles.

Intervenant sur le même thème, Abdelaziz Rezig, professeur en sciences économiques à l'université d'Alger et membre du Conseil national économique et social (Cnes), a, pour sa part, indiqué que de «profondes mutations ont permis à la majorité des économies africaines d'enregistrer, au cours des dernières années, une croissance moyenne de 5% par année».

Il a, toutefois, estimé, dans une communication sur «Les enjeux économiques au Sahel», que des taux de croissance aussi élevés, dont la progression a été parmi les plus rapides au monde, «n'ont pas conduit à des améliorations en matière de développement et de sécurité alimentaire qui s'est, au contraire, dégradée du fait de la conjugaison de facteurs externes et internes».

De son côté, Smaïl Debech, enseignant à la Faculté des sciences politiques et relations internationales de l'université Alger III, a affirmé que les grandes puissances «doivent encourager les parties en conflit au Sahel à identifier eux mêmes des solutions à leurs problèmes par le dialogue et la concertation».

Le colloque, organisé par l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective (Imdep), intervient quelques jours à peine après la signature, à Alger,s d'un accord de paix et de réconciliation au Mali, rendu possible grâce à la médiation internationale conduite par l'Algérie en tant que chef de fil.

R. N.

Baisse du niveau des élèves

La ministère de l'Education accuse les syndicats

Depuis 2003, cette génération d'élèves qui est arrivée en terminale cette année a été malmenée par les grèves successives et le retard scolaire cumulé, notamment en math, physique et sciences, est estimé à un total de deux années ! Un constat qui accable les syndicats, posé hier par un haut responsable du ministère de l'Education

Par Amine Bensafi

Interrogé lors de l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio nationale, Nedjadi Messaguem, inspecteur général au ministère de l'Education a d'abord déclaré que «l'école n'est pas dans l'impasseé, révélant que la ministre du secteur s'est réuni avec les directeurs de wilaya de l'Education nationale jeudi dernier pour donner à chaque wilaya la possibilité de gérer la situation et les problèmes qui se posent à elle». Selon l'intervenant, «les compositions se déroulent majoritairement dans de bonnes conditions», bien que quelques établissement dans le moyen et le secondaire n'ont pas encore commencé les examens. L'inspecteur général au ministère de l'Education a souligné que depuis le 1er trimestre jusqu'au 14 février, il n'y a pas eu de retard et les cours n'ont jamais été à l'arrêt, ce qui conforte la décision de «bannir» l'idée du seuil pédagogique pour l'examen du baccalauréat. Les examens en cours, selon la même source, ont été planifiés avec une certaine avance pour qu'ils soient terminés avant le 19 mars, date des vacances. S'agissant des établissements où les compositions n'ont pas lieu et semblent ne pas pouvoir l'être avant cette date, le représentant du ministère a révélé que le contact sera repris «avant la fin de la semaine» avec le Cnapest et que certaines doléances pourront être satisfaites pour «débloquer la situation». «Il y a des éléments auxquels nous pouvons répondre rapidement et d'autres qui dépendent de la décision politique et sur lesquels nous allons mettre un échéancier». Pour M. Messaguem, il n'y a plus de temps à perdre. «Depuis 2003, cette génération d'élèves qui est arrivée en terminale cette année a été malmenée par les grèves successives et le retard scolaire cumulé est estimé à un total de deux années !», a-t-il fini par lâcher. «Aujourd'hui, à cause des grèves, nos élèves de terminale ont deux ans de retard et n'ont pas le niveau des élèves de terminale au Maroc ou en Tunisie». «Je peux vous dire que le niveau a régressé et les grèves successives ont grignoté progressivement des pans importants du contenu pédagogique».

Autre révélation faite, le ministère a dressé le profil du gréviste type ! «Nous avons évalué avec les directeurs de l'éducation qu'elle était la catégorie des professeurs qui étaient en grève, nous avons constaté que ce sont majoritairement et malheureusement les professeurs de mathématiques, de physique et de sciences naturelles».

Le représentant du ministère, qui donne raison à Mme Benghebrit à propos de la «privatisation de l'école», va plus loin en rappelant que les pouvoirs publics, tout comme les parents d'élèves n'ont cessé de décrier le fait que les enseignants qui font la grève à l'école publique, dispensent par ailleurs des cours particuliers». «Une situation anarchique et incontrôlée», dit-il, «mais je peux vous assurer que ceux qui donnent des cours ce sont nos enseignants de l'école publique». «L'école est là pour le peuple, mais elle est malmenée alors que les nantis et ceux qui peuvent se permettre des cours particuliers n'ont pas de problèmes puisqu'ils peuvent payer les cours de mathématiques et de physique à 3 000 dinars la séance».

La situation ne date pas d'aujourd'hui, mais selon la même source, elle s'est exacerbée cette année et d'une manière volontaire. «Nous avons répondu à toutes les doléances au début de l'année. Pratiquement toutes les revendications salariales ont été réglées et ce retour de revendications en février est un prétexte pour déstabiliser l'école qui, chaque année, l'est par les grèves en cette période, car les cours particuliers y sont accélérés».

S'agissant du dialogue avec les syndicats grévistes, notamment de l'appel pour la coordination de sept syndicats à une grève le 6 mars prochain, l'inspecteur général du ministère a fait savoir qu'ils seront reçus individuellement le 7 de ce mois pour discuter des revendications communes. Des rencontres ont déjà eu lieu et auraient achoppé, selon la même source, sur les voies de stabiliser le secteur à travers une charte et un travail sur le statut particulier. Un projet rejeté par les syndicats qui estiment que cela représente une manière d'empêcher le recours au droit de grève. «C'est pourtant une charte que nous voulons écrire ensemble et non l'imposer», a expliqué M. Nedjadi Messaguem.

A. B.

Annoncée par Benghebrit

Nouvelle rencontre entre ministère de l'Education et syndicats

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a annoncé hier à Alger une nouvelle rencontre avec les syndicats du secteur membres de la CSE, le 7 mars, pour examiner les problèmes en suspens, fustigeant l'exagération par certains médias du taux de suivi du mouvement de protestation.

«Une rencontre est prévue le 7 mars avec les syndicats membres de la coordination» pour discuter des problèmes demeurés en suspens, a précisé Mme Benghebrit dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la session de printemps du Conseil de la nation, ajoutant que «les portes du dialogue sont toujours ouvertes avec le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (Cnapeste)». Réaffirmant ses engagements pris lors des précédents rounds de dialogue avec les partenaires sociaux, la ministre a estimé qu'il n'était pas possible de satisfaire «toutes» les revendications exprimées par les syndicats de l'Education. Concernant le mouvement de protestation enclenché par le Cnapeste, Mme Benghebrit a précisé qu'il était faiblement et diversement suivi d'un établissement à l'autre, ajoutant que bien que limitée, cette grève «porte un coup au moral des élèves, notamment avec l'exagération par certaines chaînes de télévision du taux de suivi».

La ministre a, par ailleurs, annoncé l'organisation de réunions, jeudi prochain, entre les directeurs de l'Education à travers le territoire national et les représentants des syndicats pour se pencher sur les problèmes au niveau local.

Les derniers rounds de négociations entre la tutelle et les syndicats du secteur concernés par la grève avaient achoppé suite au refus par ces derniers de signer le procès-verbal de réunion en raison de leur rejet du point relatif à la rédaction d'une charte d'éthique et de stabilité. Il avait été convenu, lors de la réunion, de l'installation d'une commission, composée de représentants du ministère de l'Education, des syndicats, du ministère des Finances et de la direction générale de la Fonction publique, chargée de réexaminer le statut particulier des personnels de l'Education nationale.

Reda A.

Etudiants et enseignants montent au créneau

Grèves dans plusieurs universités

Par Louiza Ait Ramdane

Les mouvements de protestation s'enchaînent et se ressemblent dans les universités algériennes. Enseignants et étudiants sont montés au créneau dans plusieurs wilayas pour dénoncer l'anarchie et la marginalisation qui règne dans les campus. Le risque d'une année blanche n'est désormais pas à écarter pour plusieurs universités.

La paralysie se généralise au niveau de l'université. Il ne se passe pas un jour sans qu'un sit-in, une grève ou une manifestation ne soient signalés ici et là. Hier, les enseignants ont marché à Tizi Ouzou. une centaines d'enseignants universitaires ont pris part à la marche initiée par le conseil national des enseignants universitaires, Cnes pour protester contre le silence persistant des autorités locales et nationales après trois semaines de paralysie de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou par la grève enclenchée depuis le 11 février dernier. «Stop à la destruction de l'université, à la dévalorisation des diplômes et au bradage de la formation», «Pas de promesses, on veut des solutions» sont les principaux slogans écrits sur des banderoles brandies par les enseignants dont la marche s'est ébranlée du portail du campus Hasnaoua pour se diriger vers le siège de la wilaya en empruntant les artères principales de la ville de Tizi Ouzou. Les protestataires dénonce également «la hogra» dans l'attribution des salaires. Un rassemblement initié également par le Cnes est prévu le 9 mars prochain devant le ministère de l'Enseignement supérieur.

Le mal qui ronge aujourd'hui l'université est beaucoup plus profond. A la Faculté des sciences de la nature, de la vie et des sciences de la terre (Snvst) de l'université de Bouira, des enseignants ont enclenché, dimanche dernier, un mouvement de protestation contre l'agression physique d'une collègue par un étudiant. Le mouvement de protestation a été maintenu trois jours durant et aucune activité pédagogique n'a été dispensée entre-temps. Suite à cette tragédie, le collectif des enseignants protestataires a décidé de suspendre les cours et tout autre activité pédagogique, jusqu'à la satisfaction des revendications soulevées, consistant notamment en «la présentation de l'agresseur devant la justice et la prise de mesures nécessaires pour assurer la sécurité des enseignants».

Les étudiants du département de langue et culture amazighes de l'université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira sont également en grève depuis une semaine. Les grévistes ont organisé mercredi dernier un sit-in devant leur faculté pour dénoncer le manque de salles de cours, l'insuffisance des ouvrages au niveau de la bibliothèque du département et le manque d'enseignants.

Les étudiants dénoncent également «la mauvaise gestion» des responsables de la faculté des lettres et langues. L'autre point soulevé par les grévistes est la rémunération par rapport au stage pratique effectué au cours de la dernière année d'étude. Les étudiants affirment que le montant qui leur a été versé récemment est inférieur à ce qu'ils devraient percevoir selon le décret présidentiel régissant les modalités de comptabilisation et de remboursement des frais de stage pratique.

Le vent de la contestation n'a pas épargné également l'université de Béjaïa. Une grève illimitée lancée par les étudiants de l'université Abderrahmane-Mira s'est poursuivie pendant plusieurs jours et des enseignants étaient de plus en plus nombreux à tirer la sonnette d'alarme et à prévenir des risques d'une année blanche qui se profile si rien n'est fait par l'administration, notamment pour débloquer la situation. Les grévistes, tous solidaires et regroupés dans la Coordination locale des étudiants (CLE) réclamaient la réintégration d'environs 600 exclus, alors que l'administration reste intransigeante sur sa décision, en disant appliquer la réglementation en la matière.

Voilà en résumé quelques problèmes auxquels font face enseignants et étudiants dans nos universités.

L. A. R.

Institutions publiques-société : vases non communicants

Quels horizons pour la communication institutionnelle ?

De quelle institution le chargé de communication est le «porte-parole»? Autrement dit, les cellules de communication peuvent-elles être plus «performantes» que les structures publiques desquelles elles dépendent ?

Par Saâd Taferka

Par-delà leur formation initiale, supposée liée aux sciences de la communication, les chargés de communication sont-ils bien intégrés dans les rouages de leurs institutions respectives et imprégnés des réalités de la gestion pour qu'ils puissent accomplir le travail dont ils ont la charge dans les règles de l'art ? Censés être l'interface de l'administration avec les médias (journaux, télévision, radio), les chargés de communication ne sont pas toujours dans leur «élément» lorsqu'il s'agit de représenter leurs structures auprès de ces organes et donner l'information recherchée. Dans certaines administrations, ils sont vus comme des «intrus», des «agents secrets», auxquels il ne faudrait pas fournir toute l'information. Une fois appelés à intervenir devant les médias, qu'auront-ils à donner s'ils ne disposent pas de chiffres, de statistiques, de faits,…etc.?

Samedi dernier, le ministre de la Communication, Hamid Grine, a appelé à une relation «professionnelle et de confiance» entre les chargés de communication institutionnelle et les journalistes. Il a rappelé, à cette occasion, la nécessité du respect des règles déontologiques.

«Le chargé de la communication doit respecter le journaliste, ne pas lui mentir et ne pas le manipuler», recommande Hamid Grine. Afin d'être à la hauteur de sa mission et l'accomplir dans les meilleures conditions, le chargé de communication d'une institution publique devrait bénéficier de formations complémentaires, a suggéré le ministre. De même, il estime «important» que le chargé de communication soit en contact permanent avec son responsable hiérarchique. Ce dernier doit être consulté avant la diffusion de toute information.

Cependant, la consultation du chef hiérarchique, juste avant de donner l'information aux journaux, à la radio ou à la télévision, est loin de pouvoir constituer une matière consistante pour honorer sa mission. Un chargé de communication qui n'est pas complètement intégré dans la structure qu'il représente sur le plan de l'interface médiatique, qui n'en connaît pas le détail de fonctionnement, qui n'a pas à sa portée les bilans périodiques (hebdomadaires, mensuels, annuels), qui n'est pas en contact permanent avec les chefs de service, aura beaucoup de mal à accomplir son travail de communication, d'autant plus que ce dernier ne se limite pas à débiter des missions courantes de son administration, mais à expliquer des faits et d'argumenter des chiffres. Ces faits peuvent être importants, stratégiques ou même objets de litiges (entreprises qui remettent en cause les choix opérés par les maîtres de l'ouvrage, abandon de travaux par des entreprises titulaires de marchés, origine probable d'une maladie épidémique prise en charge par une structure hospitalière, explication de la part de responsabilité de l'ADE dans la non-fourniture de l'eau à un quartier ou village qui a dressé des barricades sur la route,…etc.).

De quelles armes informationnelles ou de «prérogatives» dispose le chargé de communication lorsque la structure même qui l'emploie joue à la «cachotterie», montre des réticences à rendre publics ses bilans et à affronter l'opinion publique ? Restreindre le débat à une simple professionnalisation de la relation du chargé de communication avec les médias ne paraît pas pouvoir résoudre le problème de fond, à savoir la définition du rôle et de la mission de la cellule de communication dans les institutions publiques. Cela revient aussi à rechercher et évaluer l'impact de ces dernières dans la vie publique, particulièrement au niveau du cadre de vie du citoyen et en matière de prestation de service public. Les deux termes de l'équation - institutions publiques-cellule de communication - ne peuvent pas être séparés. C'est une fois éclaircie et redéfinie la relation entre ces deux entités, que l'on pourra s'occuper sérieusement de la relation avec les médias.

Bureaucratie et de la rétention d'information

Que ce soit sur le plan de la communication ou de la prestation des services publics, les efforts de réforme que l'administration algérienne est appelée à fournir sont encore considérables, afin de pouvoir se mettre au diapason des nouveaux défis. Se rapprocher du citoyen, gagner en efficacité tout en réduisant le train de vie des structures trop budgétivores, faire jouer la transparence, accompagner l'économie nationale dans ses efforts de relance, sont autant de chantiers pour un secteur qui emploie près de deux millions de fonctionnaires, entre administrations civiles, services de sécurité et armée. Si l'administration publique a été fortement critiquée par la population et par ses partenaires (entreprises, investisseurs, associations, institutions international), elle l'a surtout été sur le plan du manque d'efficacité et de bureaucratie, deux termes qui, à bien y réfléchir, peuvent résumer l'ensemble des travers et erements d'une institution à plusieurs facettes, mais bâtie sur le même moule de l'organisation pyramidale et centralisée.

En décembre 2014, l'Algérie a commémoré le 40e anniversaire de la mort de Ahmed Medeghri, ancien ministre de l'Intérieur, que l'on a dénommé le «père» de l'administration algérienne post-coloniale. Avec son sens de l'organisation et de la gestion, l'ancien ministre avait assis les bases de l'administration, en prolongeant et perfectionnant l'héritage de l'administration coloniale qu'il fallait adapter à la nouvelle étape du pays.

Quarante ans après, et avec des moyens techniques et technologiques inédits, le constat est loin de puiser dans l'optimisme. La baisse du niveau et de la qualité des prestations de l'administration est, au cours de ces dernières années, aggravée par le recul de l'autorité de l'État. Une espèce de déliquescence a gagné l'ensemble des organes de l'administration publique. Il n'y a qu'à suivre les plaintes (au propre et au figuré) des citoyens pour se rendre compte de la profondeur du malaise. Les constats faits en 2002 par la commission des réformes de l'administration et des missions de l'État, présidée par Missoum S'bih, étaient sans appel: inefficacité, bureaucratie, faible niveau de formation, et d'autres diagnostics aussi inquiétants les uns que les autres.

Le système de communication au sein des institutions publiques - communication interne - ou entre ces dernières et l'opinion nationale, via les organes d'information - communication externe - ne peut qu'être empreinte des faiblesses générales grevant l'administration publique. Une administration affectée par la baisse du niveau universitaire, le départ à la retraite anticipée de ses meilleurs cadres, l'éclatement en «clans» de ses personnels, la corruption, trouvera naturellement beaucoup de mal à communiquer. Quelques hauts responsables de l'administration avouent crûment que leurs structures ne communiquent pas ou communiquent mal. L'un des derniers regroupements auquel il nous été donné d'assister dans la perspective de la communication institutionnelle, est celui de la direction générale des forêts qui, en décembre dernier, avait installé les cellules de communication pour ses structures décentralisées: conservations de wilaya, parcs nationaux, centres cynégétiques (voire notre édition du 19 décembre 2014). Cette structuration a bénéficié de l'assistance technique du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). À cette occasion, le directeur général des forêts, Mohamed Seghir Nouel, a intervenu en faisant le constat que «l'administration des forêts communique mal». Si, pendant les périodes d'incendie, pendant la canicule estivale, il y a un flot de chiffres et d'indications donné conjointement par deux institutions, la direction des forêts et la Protection civile, il n'en est pas de même pour les grands programmes de réalisation relatifs au développement rural qui ont consommé des dizaines de milliards de dinars et qui sont destinés à plusieurs centaines de milliers de ménages à travers l'ensemble du territoire national.

Courroie de transmission

L'on se souvient également du séminaire sur la communication institutionnelle organisé par le ministère de la Communication, en juin 2013 à Alger. Ce séminaire a vu la participation d'un panel d'experts algériens et étrangers. Il a été organisé sous la devise: «Communication institutionnelle: citoyenneté et développement». Un intitulé par lequel on a essayé d'embrasser le champ d'intervention de la communication, et surtout les articulations de ses impacts économiques et sociaux.

Le Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, y avait fait état de la volonté de l'État à «promouvoir cet aspect stratégique de la communication et situant ses enjeux et ses défis». Il a alors a exhorté toutes les institutions de l'État à travailler dans la transparence «pour permettre aux journalistes d'accéder aux informations adéquates au moment opportun». Le journaliste, estime Sellal, est «une courroie de transmission entre les institutions et les citoyens». Mais, une courroie de transmission qui ne peut assurer complètement sa tâche que par la volonté de l'administration d'introduire la transparence et la régularité dans sa gestion quotidienne. «La lutte contre les rumeurs impose l'obligation de fournir une bonne information», estime le Premier ministre, en ajoutant: «Il y a lieu d'éliminer les sources d'une confidentialité inutile qui, de surcroît, participe à semer le doute dans l'esprit des citoyens malgré le fait que l'État ait accompli des réalisations palpables.»

Comme on le voit, la balle ne se situe pas exclusivement dans le camp du chargé de la communication, en tant que simple articulation d'un rouage bien plus compliqué. La communication institutionnelle est censée être prise en charge efficacement dans le cadre général des réformes de l'administration; réformes faisant partie intégrante de la démocratisation des institutions et de l'État.

S. T.

Téléphonie

Mobilis au rendez-vous annuel mondial des innovations à Barcelone

Une délégation de l'opérateur historique de téléphonie mobile Mobilis, conduite par son P-DG, Saad Damma, prend part au rendez-vous mondial de la téléphonie mobile

La participation algérienne à cette manifestation annuelle mondiale, qualifiée de la «Mecque» de la téléphonie par les milieux spécialisés, vise essentiellement «à une mise à niveau avec ce qui se fait de par le monde dans ce domaine en vue de rechercher constamment de nouveaux moyens pour dépasser les attentes des clients» de Mobilis, explique à l'APS la chargée de la communication auprès de cet opérateur public, Dalila Messabis, en marge de ce Congrès international.

Mobilis, qui détient à la fois le plus grand réseau de la 3G en Algérie avec la couverture de 35 wilayas et le plus grand nombre d'abonnés, selon les chiffres de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (Arpt), «assiste aux présentations des plus grands équipementiers avec pour but d'offrir les meilleurs services au client algérien», souligne-t-elle encore.

Elle rappelle, dans ce sens, que Mobilis avait lancé, il y a quelques jours, avec son partenaire l'équipementier suédois Ericsson le «City site», une nouvelle technologie permettant aux clients prépayés de «Mobtassim» de bénéficier d'une connexion internet gratuite à raison de 10 minutes par jour sur le réseau 3G.

Première du genre sur le continent africain, cette solution vise à renforcer la couverture haut débit des zones à forte densité d'habitations à Alger et ce, dans le cadre du déploiement du réseau de la 3G.

Pour cette édition 2015, le Congrès mondial de la téléphonie mobile se consacre spécialement à l'industrie du mobile et des technologies de l'information et de la communication (TIC) en mettant l'accent sur les nouvelles applications et les différents modes de commercialisation des derniers supports technologiques (IT).

Organisé par la GSM association, qui représente 850 opérateurs de téléphonie mobile à travers 218 pays, le MWC 2015 ambitionne de dépasser le chiffre record de prés de 86 000 visiteurs atteint lors de l'édition 2014.

Des conférences portant notamment sur des thèmes relatifs aux sociétés numériques, la mobilité des entreprises, l'avenir des réseaux, l'Internet ainsi que l'identité mobile seront animées lors de cet événement mondial. Les 1 900 entreprises participantes exposent les principaux produits, services et technologies qui façonnent l'avenir du secteur de la téléphonie mobile depuis l'infrastructure réseau jusqu'aux combinés et terminaux mobiles ainsi que les logiciels et les applications.

R. N.

Elle sera organisée en mai à Washington

Conférence sur les opportunités d'investissent en Algérie

Une conférence sur les opportunités d'investissement dans les ressources en eau en Algérie sera organisée en mai prochain à Washington, afin d'attirer des partenaires potentiels, a annoncé, dimanche dernier à Alger, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib.

Cette conférence vise surtout à informer les opérateurs économiques américains des potentialités d'investissement qu'offre le plan quinquennal 2015-2019 dans ce secteur, a indiqué le ministre lors d'une rencontre avec une délégation commerciale américaine relevant du Conseil d'affaires algéro-américain. Selon M. Necib, l'objectif est aussi de satisfaire les besoins du secteur des ressources en eau à travers les partenariats internationaux, notamment avec les Américains qui ont la maîtrise technologique et le savoir-faire dans ce domaine.

Il s'agit de répondre aux objectifs tracés par le plan quinquennal qui prévoit, notamment la réalisation de 26 nouveaux barrages, 17 stations de traitement, 103 stations de pompage, 60 stations d'épuration et de 219 retenues d'eau.

Le programme d'un million d'hectares supplémentaires de terres irriguées figure aussi parmi les grands objectifs de ce programme. «Durant le prochain quinquennat, on veut voir des entreprises algériennes avec des entreprises américaines (à) créer des joint-ventures qui peuvent prendre en charge une partie de ce programme», a-t-il dit. Le ministre a émis son souhait de concrétiser des partenariats pour la création, en Algérie, d'une unité de fabrication de systèmes de canalisation et une autre pour la fabrication de pompes. Le développement des systèmes d'irrigation, du forage et du dessalement d'eau de mer constituent d'autres domaines de coopération, ajoute M. Necib.

Plusieurs conventions devraient être signées entre les opérateurs économiques algériens et américains à l'issue de la conférence de Washington, a espéré de son côté, Smaïl Chikhoune, président du Conseil d'affaires algéro-américain. Le partenariat avec la partie américaine devrait garantir un transfert de technologie à la partie algérienne, a dit M. Chikhoune, affirmant l'intérêt des entreprises américaines envers le marché algérien.

R. E.

Après un fort rebond en fin de semaine

Les cours du pétrole en baisse en Asie

Les cours du pétrole s'affichaient en baisse hier, en Asie après un fort rebond en fin de semaine dernière qui marque, selon les analystes, le début d'une hausse durable dans un marché pourtant toujours pénalisé par l'abondance de l'offre.

Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en avril perdait 37 cents, à 49,39 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance cédait 28 cents, à 62,30 dollars.

«Bien que l'offre mondiale reste excédentaire, les prix du brut sont sur une tendance générale de hausse nourrie par la baisse du nombre de puits de forage qui montre que les (producteurs de pétrole) de schiste se préoccupent des cours», observe Ken Hasegawa, courtier chez Newedge Group à Tokyo. Les prix du pétrole ont perdu environ la moitié de leur valeur depuis juin, et ce mouvement s'est accéléré en novembre, après la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de s'abstenir d'abaisser son plafond de production.

Après être tombé début 2015 à leur plus bas niveau depuis six ans, les cours du WTI ont beaucoup fluctué pendant tout février, mais ont finalement peu bougé sur l'ensemble du mois, avec une hausse d'un peu plus de 1,5 dollar. En revanche, le prix du Brent a gagné une dizaine de dollars.

Les prix du WTI sont tiraillés entre la fermeture de puits et la hausse des réserves américaines de brut. Dans son décompte, de plus en plus scruté par le marché, le groupe parapétrolier Baker Hughes, a fait état d'une baisse hebdomadaire de 33 unités, qui marque cependant un ralentissement de ce déclin par rapport à la semaine dernière, et surtout par rapport aux chiffres précédents. Ils tournaient en général autour de 90 puits en moins par semaine. Les réserves américaines d'or noir ont elles encore augmenté de plus de huit millions de barils la semaine dernière et se situent toujours à leur plus haut niveau depuis 1930. La baisse des cours hier est vraisemblablement due, au moins en partie, à des prises de bénéfices, selon Ken Hasegawa. Le baril de «light sweet crude» a, en effet, gagné 1,59 dollar vendredi dernier à la clôture, à 49,76 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), et le Brent 2,53 dollars, à 62,58 dollars, sur le marché londonien.

Reda A.

Union nationale des entrepreneurs publics

Engagement pour la promotion de la production nationale

L'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep) a réaffirmé hier, son engagement à participer à toutes les actions de nature à promouvoir la production nationale et à en assurer la protection, dans une conjoncture marquée par une chute des prix du pétrole, lors d'une séance ordinaire de cette organisation patronale.

Selon un communiqué de l'Unep, les membres du bureau ont mis l'accent sur leur «engagement à participer à toutes les actions de nature à promouvoir la production nationale, sur la base de mesures réglementaires devant conduire à l'assainissement de l'environnement de l'entreprise algérienne et des engagements auxquels elle a souscrit dans le pacte national économique et social de croissance».

Parmi les moyens mobilisés pour atteindre les objectifs de croissance visés par les pouvoirs publics, figure «l'encadrement de la sous-traitance, le développement et l'intégration des PME, la création de passerelles entre le secteur public et le secteur privé et la mise en place de mécanismes de renforcement des capacités d'études et d'expertises algériennes», indique-t-on de même source.

Tout en rappelant que la préparation de la relève dans le secteur public économique est «une nécessité vitale», l'Unep recommande la mise en oeuvre d'un programme de formation en management et d'un cadre approprié pour renforcer le partenariat Entreprises-Universités.

La réhabilitation des entreprises publiques et leur rôle dans la réussite des plans de développement sectoriels et de restructuration du secteur public marchand, nécessite, selon l'Unep, «une participation soutenue et permanente de ses membres, à toutes les initiatives de concertation dans l'intérêt de l'économie nationale vouée à se libérer de plus en plus de la dépendance aux hydrocarbures».

En ce sens, cette organisation confirme «son engagement à oeuvrer pour que les entreprises publiques mobilisent toutes leurs capacités afin d'assurer l'approvisionnement du marché nationale en produits conformes aux normes requises et de conduire les programmes d'investissements en cours dans les meilleures conditions de réalisation».

Pour ce faire, et afin de partager ses réflexions avec les entreprises publiques, l'Unep doit convoquer une assemblée générale afin de définir un programme d'actions «à la mesure des défis qui se posent à l'économie nationale dont la relance dépend, dans une large mesure, des entreprises algériennes et de leurs capacités à s'adapter aux mutations actuelles et futures».

R. N.

Malgré les nombreux cas existants

Les maladies rares «*sous estimées*» en Algérie

Les maladies rares, appelés également maladies orphelines sont «*sous estimées*» et «*sous diagnostiquées*» en Algérie, ont regretté des participants à une conférence sur le thème organisée samedi à Alger.

Des spécialistes, des représentants d'associations, mais également des malades souffrant de ces pathologies ont jugé nécessaire de sensibiliser aux problématiques liées aux maladies rares dont les patients sont «*nombreux*».

«*La journée vise à sensibiliser les professionnels de la santé, le grand public et les autorités, sur les maladies rares et leur impact sur la vie des patients en Algérie et aux problématiques liées aux maladies rares, sous-estimée et sous-diagnostiquée*», ont expliqué les organisateurs.

Les organisateurs de cette journée, célébrée depuis 2008 en Algérie, ont choisi le thème «*vivre avec une maladie rare : ensemble jour après jour*» pour faire la lumière sur l'importance de faire valoir l'accès aux droits communs à tous les malades concernés. Il s'agit de l'accès au diagnostic, à l'information, à la citoyenneté, aux soins, aux thérapies innovantes et aux traitements.

La journée est également un hommage aux patients, leurs familles et proches qui vivent au quotidien avec les maladies rares, ont indiqué les organisateurs. Une maladie rare est toute maladie dont la fréquence est faible et concerne moins d'une personne sur 2000. Il existe actuellement 7.000 à 8.000 maladies rares répertoriées. L'Algérie compte entre deux millions et deux millions et demi de personnes souffrant de maladies orphelines et qui touchent une personne sur deux mille dans le monde, selon les intervenants. 75% de ces maladies touchent les enfants mais elles peuvent survenir à n'importe quel âge, même adulte, est-il précisé. Certaines maladies n'affectent que les garçons. Les symptômes sont variés, complexes et évolutifs, non spécifiques, et une même maladie peut avoir des symptômes différents d'une personne à une autre. Toutes les fonctions peuvent être touchées et ces affections sont souvent chroniques et évoluent vers un handicap lorsqu'elles ne sont pas prises en charge à temps. Les conférenciers ont souligné que si le diagnostic est positif dans la période prénatale, il est possible de procéder à une interruption volontaire de la grossesse (IVG) puisque la loi l'autorise dans le cas où la vie de la mère est mise en danger. Le dépistage précoce à la naissance dans la plage de zéro à 2 ans est également conseillé. Ils ont rappelé que 20% des cas sont provoqué par des facteurs environnementaux (médicaments, pollutions, produits toxiques et stress) et 80% sont génétiques et sont provoqués par les mariages consanguins. En néphrologie comme en pédiatrie, en neurologie et en hématologie, il y a de nombreuses maladies orphelines, très souvent héréditaires qui nécessitent une prise en charge rigoureuse, est-il précisé.

Un appel à l'adresse du mouvement associatif a été lancé pour plus de solidarité avec les parents des enfants souffrant de maladies rares et pour l'octroi de moyens à même d'alléger la souffrance de cette catégorie.

Un autre appel a été lancé aux pouvoirs politiques pour une meilleure prise en charge des enfants malades, notamment ceux dont le cas nécessite une alimentation spécifique ou une scolarité adaptée à certains de leurs handicaps. Il était également question de l'amélioration des conditions d'insertion sociale des malades par la mise en place de structures spécialisées et d'un programme et une stratégie nationale, à l'instar de celle de la lutte contre le cancer. «*Les maladies rares et orphelines nécessitent une véritable stratégie de prise en charge et un programme national de soins pour permettre aux malades de mener un train de vie normal et équilibré*», ont convenu les différents intervenants. La Journée mondiale des maladies rares est célébrée chaque année le 28 février en présence des médecins, des malades et du mouvement associatif. Plusieurs manifestations ont été prévues à l'occasion dont cette conférence organisée par l'association Williams et Beuren et l'association Shiffa des maladies neuromusculaires en partenariat avec Sanofy Company.

Ghani I.

Listériose en Algérie

Les spécialistes déplorent l'absence de base de données

Aucune base de données ni information concernant la situation épidémiologique de la listériose en Algérie n'existe à ce jour, ont déploré samedi des microbiologistes et des médecins vétérinaires.

Ils ont précisé, lors d'une journée scientifique consacrée à cette pathologie, à l'école nationale supérieure vétérinaire (ENSV), que «*si l'infection parait rare, c'est parce qu'elle sous-diagnostiquée*».

«*C'est la première fois qu'on organise une journée autour de la listériose et la thématique choisie est liée au fait qu'en faisant des recherches, nous n'avons trouvé aucune base de données ou information relative à la listéria dans notre pays*», a souligné le docteur en sciences vétérinaires Leila Bouayad. La listériose est une infection par bactéries listéria qui existent un peu partout dans la nature et peuvent déclencher une maladie infectieuse chez l'homme. Ces bactéries sont transmises directement à l'homme à travers des aliments crus d'origine animale.

L'infection peut être indirecte aussi par le biais d'animaux malades comme les moutons, les chèvres, les oiseaux et les lapins. C'est un agent pathogène qui cause chez les personnes à risque des dégâts importants allant jusqu'au décès, note le Dr Bouayad, précisant également que la listériose existe et «*si on estime qu'elle est rare, c'est parce qu'elle est sous-diagnostiquée faute de moyens*».

Les participants à cette rencontre scientifique ont appelé les pouvoirs publics à rendre la recherche de ce germe «*obligatoire*» dans toutes les matrices alimentaires, car la législation algérienne «*limite cette recherche dans le lait et les produits dérivés seulement*».

Ils ont préconisé également l'instauration d'une instance intersectorielle pour la création d'une base de données, afin de prendre en charge cette infection dans tous ses aspects.

Riad D

Exposés à des niveaux sonores trop élevés

Un milliard de jeunes souffrent de troubles auditifs

Plus d'un milliard de jeunes dans le monde sont menacés de troubles auditifs en raison de l'exposition à des niveaux sonores trop élevés, a averti l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Environ 50% des jeunes âgés entre 12 et 35 ans des pays à haut et moyen revenus sont exposés à des niveaux sonores trop élevés, a indiqué l'organisation à la veille de la Journée mondiale de l'audition coïncidant avec le 12 mars.

L'oreille des jeunes est menacée par l'écoute de la musique amplifiée (smartphones, baladeurs, concerts, boites de nuit...). Nombre d'entre eux sont ou seront concernés par des altérations parfois irréversibles de leur système auditif (cellules ciliées détruites), précise l'agence onusienne.

De l'avis de Dr Etienne Krug, directeur à l'OMS, *«de plus en plus de jeunes risquent de subir des dommages auditifs et doivent être conscients que l'ouïe, quand elle est perdue, ne revient pas»*.

Une exposition à des niveaux sonores trop élevés et de manière prolongée peut conduire à des dégâts de l'ouïe irréversibles : le niveau de bruit le plus élevé à la place de travail ne doit pas dépasser 85 décibels pour un maximum de huit heures par jour, selon l'organisation.

L'OMS recommande une série de mesures préventives simples pour éviter que des activités de divertissement nuisent à la santé. *«Les adolescents doivent réduire le volume de leurs appareils musicaux et Smartphones, ne pas les utiliser plus d'une heure par jour, mettre des bouchons dans les oreilles dans les locaux bruyants et faire des pauses»*, affirment les experts de l'OMS.

Les gouvernements ont pour leur part le devoir d'imposer des réglementations strictes sur le bruit dans les lieux publics, soulignent-ils.

A l'échelle mondiale, 360 millions de personnes souffrent aujourd'hui de troubles auditifs dus à des causes variées, comme des maladies infectieuses, génétiques, des complications à la naissance, l'utilisation de certains médicaments, en plus du bruit et du vieillissement.

En 2015, nous célébrons la 18e Journée internationale de l'audition. Elle vise à sensibiliser le grand public à un vaste sujet de santé publique. Elle est traditionnellement célébrée le 2e jeudi du mois de mars.

R. S.

Béjaïa

70.000 foyers privés d'eau

Quelques 70.000 foyers sont privés d'eau courante depuis samedi dernier à Béjaïa à la suite du bris des deux conduites principales d'alimentation en eau potable (AEP) de la wilaya, emportées en partie par des crues d'oueds, a-t-on appris, dimanche, de l'Algérienne des

Quatre agglomérations que sont Béjaïa, Amizour, Oued-Ghir et El-Kseur en ont été les plus affectées par cet incident, a-t-on précisé de même source.

La première conduite, à l'ouest, de 1.000 pouces de diamètre a rompu dans la région de Semaoun, à 40 km de Béjaïa. *«L'on ignore encore l'ampleur de sa dégradation»*, a indiqué un responsable à la direction locale des ressources en eau, ajoutant que ses services attendent la baisse du niveau de l'eau dans l'oued pour en prendre la mesure nécessaire et décider avec les responsable de l'ADE, des moyens à mettre en place et à engager pour assurer les réparations requises.

L'incident n'a pas eu cependant d'impact sur les localités situées le long du couloir de la Soummam, qui continuent à être approvisionner normalement, a-t-on assuré.

Le réseau assurant le transfert d'eau depuis le barrage de Tichyhaft jusqu'à Béjaïa, alimente au passage une vingtaine de communes, situées le long du couloir de la vallée de la soummam sur une distance linéaire de quelque 80 km.

La seconde conduite, localisée à l'est, s'est brisée, dans une zone non déterminée, mais se trouvant sur le parcours de l'oued Agrioun, joignant La localité de Darguina à Souk El-Tenine sur un linéaire de quelques 30 km.

Là aussi, le même responsable a fait part de *«difficultés de localiser avec exactitude le lieu de la coupure et les opérations à entreprendre restent tributaires de la baisse de niveau de l'eau de l'oued»*.

Sur ce flanc oriental, alimenté pour l'essentiel à partir de la «Source bleue» de Darguina, seules les agglomérations de Béjaïa, notamment toute l'ancienne ville, et un degré moindre Tichy en sont touchées par la coupure d'alimentation en AEP.

Toutes les autres localités possèdent, par contre, leurs propres forages, non seulement importants mais aussi et surtout fonctionnels, a-t-on souligné.

La mesure principale retenue pour endiguer un tant soit peu la crise, consiste à remettre en marche les forages existants mais non ou peu exploité.

Le cas vaut pour principalement pour Béjaïa qui va pouvoir en tirer un apport de quelques 15.000 m³. *«C'est insuffisant. Mais ça peu soulager»*, a-t-on expliqué à l'ADE, établissant les besoins de la ville à pas moins de 70.000 m³/j.

R. R.

Constantine

Le marché sera réhabilité

Le marché des frères Bettou, au centre de Constantine, dont une partie avait été ravagée par un incendie, vendredi dernier, sera *«fermé pour les besoins d'une opération de réhabilitation d'envergure»*, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'Assemblée populaire communale (APC). Selon le président de l'APC, Seifeddine Rihani, la commune de Constantine a déjà mis en place une enveloppe de 120 millions de dinars pour la réhabilitation du marché et lancé les consultations d'usage en prévision de l'opération. Les travaux de rénovation de cet espace commercial, l'un des plus fréquentés de la ville de Constantine, porteront notamment sur le remplacement du revêtement de sol, la reprise des murs, la réhabilitation des installations électriques et de gaz, de la peinture et de la plomberie-sanitaire, en plus de l'installation d'un système de détection d'incendie et de vidéosurveillance.

Affirmant que l'objectif est de *«valoriser un lieu public situé en plein cœur de la ville pour offrir de meilleures conditions, aussi bien aux commerçants qu'à la clientèle»*, M. Rihani a précisé que le comité technique de la commune statuera sur le choix de l'entreprise en fonction de sa capacité à conduire les travaux les travaux de réhabilitation dans les plus courts délais possibles. Le marché Bettou (3.000 m² pour 112 locaux de commerce), anciennement garage Ferrando, avait été transformé en marché dans les années 1980.

R. R.

Boumerdès

Réception et attribution prochaine de logements

■ Au moins 5.500 logements publics locatifs (LPL) seront réceptionnés et attribués, durant l'année 2015 à Boumerdès, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire, a déclaré, dimanche, le wali.

Une grande partie de ces logements est sur le point d'être attribuée, suite au parachèvement de la réalisation de toutes les commodités annexes, a indiqué, à l'APS, Kamel Abbas, signalant la réalisation en cours des unités restantes, pour leur distribution prochaine.

Ce programme de logements s'ajoute à un lot de 4.000 autres unités LPL réceptionné en 2014, et attribué à travers la quasi- totalité des communes de Boumerdès, a-t-il ajouté.

Selon M. Abbas, un programme global de près de 89.400 logements de différents segments a été inscrit au bénéfice de la wilaya de Boumerdès entre 2000 à fin 2013.

Ces logements se répartissent à raison de 49.000 unités pour la formule publique locative (LPL), 7.800 unités socio-participatives (LSP), près de 4900 unités promotionnelles aidées (LPA), 4.000 unités promotionnelles publiques (LPP), 8.000 unités de location vente (AADL) et 13.800 aides à la construction rurale.

Selon une situation de la commission d'urbanisme et de logement de l'APW, présentée dernièrement lors d'une session ordinaire du conseil de wilaya, il a été enregistré, jusqu'à fin 2013, la réalisation et attribution de plus de 28.000 unités, de ce programme de logements, tandis que 17.700 autres sont en chantier. 29.000 autres unités ont été lancées récemment, alors que les travaux sont à l'arrêt au niveau des chantiers de plus de 2000 unités, a ajouté le responsable.

La commission d'urbanisme a émis, dans son rapport, plusieurs observations axées sur le retard enregistré dans la concrétisation des objectifs fixés pour le secteur, pour des contraintes liées au foncier, aux oppositions des citoyens, au transfert des réseaux divers, ainsi qu'à la longueur des délais des études des projets, entre autres.

A la concrétisation totale de ce programme d'habitat, le parc logement de la wilaya de Boumerdès sera porté à 190.000 unités, contre 100.000 unités en 1999, et 139.000 en 2009, selon les chiffres fournis par la direction locale du Logement.

Bilal L.

Blida

Un plan de l'urbanisme pour préserver la Mitidja

■ La révision des Plans directeurs de développement et d'aménagement urbains (PDAU) est la *«solution idéale»* pour préserver les terres agricoles de la plaine de la Mitidja, menacées par l'avancée du béton, ont estimé des responsables de la wilaya de Blida.

«Des actions sont en cours en vue de trouver des solutions pour protéger la plaine de la Mitidja de l'avancée du béton qui la menace et, partant, régler le problème du déficit en foncier qui contrarie l'implantation de programmes de logements et d'équipements publics, à Blida», avait indiqué le wali, Mohamed Ouchène, lors d'une visite de travail dans les communes de la daïra d'El Afroun.

Pour illustrer son propos, M. Ouchène a déclaré que la révision du PDAU de la commune de Oued Djer, à l'extrême ouest de Blida, a *«déjà apporté ses fruits»* suite à l'affectation de deux assiettes sur les hauteurs de la région, soit à Lehchem (54 ha) et Maârif (24 ha), pour l'implantation de deux ensembles d'habitations comportant toutes les commodités nécessaires.

Ainsi, le Plan d'occupation du sol (POS) de Lehchem comporte la réalisation d'une école primaire et d'un lycée, déjà lancés en chantier pour une enveloppe de 900 millions de dinars, parallèlement à un programme de 300 logements promotionnels aidés (LPA) et 300 autres publics locatifs (LPL), outre diverses commodités et réseaux.

Le POS de maârif, sis a 4 km à l'ouest de Oued Djer, englobe, quant à lui, un projet de 1200 LPL, actuellement en réalisation, et prévu à la réception en août prochain, en plus de deux établissements éducatifs, dotés d'une enveloppe de 500 millions de dinars.

Dans la commune d'El Afroun, la révision des POS N7 et 5 permettra, selon les explications fournies sur place au wali, la réalisation de nombreuses commodités et structures de service, dont un centre médico-pédagogique pour les handicapés moteurs sur une assiette de 8 ha du POS N7, et un Institut paramédical africain de 400 places, sur un site de 2,5 ha, doté d'une enveloppe de réalisation de 300 millions de dinars.

Le POS N5, sis sur les hauteurs d'El Afroun et mitoyen au Pôle universitaire, comprendra un institut de formation des imams prévu sur une assiette de 8 ha, une école de notariat, un lycée, un CEM et une école primaire, entre autres.

Le wali a instruit les responsables locaux d'affecter une assiette de 3 ha pour la réalisation d'un complexe sportif dédié au tennis, parallèlement au lancement du chantier d'un programme de 600 LPL.

R. B.

Irak

Offensive d'envergure pour reprendre Tikrit aux jihadistes

Les forces gouvernementales irakiennes bombardaient hier des positions jihadistes dans et autour de Tikrit, un bastion du groupe Etat islamique au nord de Baghdad où une offensive d'envergure impliquant quelque 30 000 hommes était en cours, a indiqué l'armée.

«Les forces de sécurité avancent depuis trois directions vers Tikrit, Ad-Dawr (sud) et Al-Alam (au nord)», a déclaré par téléphone à l'AFP un colonel de l'armée irakienne.

«Des chasseurs-bombardiers, des hélicoptères et l'artillerie visent Tikrit pour assurer la progression (des forces pro-gouvernementales) et couper les voies de ravitaillement», a-t-il précisé.

Des sources militaires ont fait état d'avions irakiens participant à l'opération mais il n'était pas clair dans l'immédiat si l'offensive pouvait aussi compter sur un soutien aérien étranger, iranien ou de la coalition internationale antijihadistes conduite par les Etats-Unis.

Selon le colonel, les forces pro-gouvernementales «progressent également sur les routes secondaires afin d'empêcher la fuite de Daech (un acronyme du groupe jihadiste en arabe)», qui contrôle Tikrit depuis neuf mois.

Le groupe Etat islamique (EI) s'était emparé de cette ville en juin à la faveur d'une percée fulgurante dans le nord et l'ouest de l'Irak, où ce groupe extrémiste sunnite impose sa loi et multiplie les atrocités, comme sur les territoires qu'il contrôle en Syrie voisine.

L'opération militaire en cours à Tikrit est l'une des plus ambitieuses entreprises par Bagdad à ce jour pour faire reculer les jihadistes.

Elle a débuté tôt hier, après avoir été annoncée la veille par le Premier ministre Haider al-Abadi.

D'après le colonel irakien interrogé par l'AFP, les forces impliquées dans la bataille de Tikrit appartiennent à l'armée, à la police, à des unités anti-terroristes, à des groupes de volontaires progouvernementaux connus sous le nom d'unités de Mobilisation populaire et à des tribus locales sunnites hostiles à l'EI.

Depuis Samarra, l'autre grande ville de la province de Salaheddine, le Premier ministre irakien a appelé dimanche les forces pro-gouvernementales à épargner la population civile lors de cette offensive majeure.

«La priorité que nous avons fixée à l'armée et aux forces qui l'aideront est de préserver la sécurité des citoyens», a indiqué M.Abadi, semblant vouloir rassurer la population de Tikrit, principalement sunnite, qui craint des représailles de la part des forces de sécurité si les jihadistes sont chassés de la région.

Le Premier ministre a martelé ce message sur les réseaux sociaux, appelant «à protéger les civils et les propriétés avec le plus grand soin».

L'armée irakienne resserre l'étau depuis plusieurs semaines sur Tikrit, une ville qu'elle a plusieurs fois échoué à reprendre même si elle a enregistré quelques succès dans d'autres secteurs de l'Irak depuis le début des frappes de la coalition internationale contre les jihadistes.

Hadi al-Ameri, commandant des unités de Mobilisation populaire et figure centrale de la lutte en Irak contre l'EI, avait appelé samedi la population de Tikrit à quitter la ville dans les «48 h pour venger Speicher».

Speicher est une base militaire proche de Tikrit où plusieurs centaines de nouvelles recrues, essentiellement chiites, avaient été enlevées avant d'être exécutées lors des premiers jours de l'offensive de l'EI en Irak.

Les milices chiites en particulier ont toujours promis de venger les exécutions de Speicher, suscitant des craintes de massacres visant la population sunnite dans le cas d'une reprise de Tikrit, région d'origine de l'ancien président irakien Saddam Hussein.

D'autant que certaines tribus sunnites de la région ont été accusées d'être impliquées dans le massacre de Speicher.

Dimanche, M. Abadi s'est également adressé aux habitants de Tikrit pour leur demander de se retourner contre les jihadistes.

«J'appelle tous ceux qui ont été trompés et ont commis des erreurs à déposer les armes aujourd'hui. Celle-ci pourrait être leur dernière chance», a-t-il dit, suggérant la possibilité d'une amnistie pour certains habitants qui avaient choisi le camp de l'EI.

AFP

Ukraine

Plus de 6 000 tués depuis avril 2014

Plus de 6 000 personnes ont été tuées en Ukraine depuis le début des violences en avril 2014, a annoncé hier le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, dénonçant des destructions de vies humaines civiles et des infrastructures.

«Plus de 6 000 vies ont été perdues en moins d'un an en raison des combats dans l'est de l'Ukraine», a souligné M. Zeid Raad Al Hussein dans une déclaration publiée à Genève.

Un rapport de la Commission d'enquête de l'ONU sur les droits de l'homme en Ukraine relève des «destructions (...) concernant les civils et les infrastructures», note M. Zeid.

«Les femmes, les enfants, les vieux et les groupes vulnérables sont particulièrement affectés», ajoute-t-il.

«Il est impératif que toutes les parties respectent les décisions des accords de Minsk et cessent les bombardements sans discrimination et les autres hostilités qui ont créé une situation catastrophique pour les civils - en violation flagrante des lois internationales humanitaires et des droits de l'homme».

Le rapport dénonce les détentions arbitraires, les tortures et les disparitions forcées commises essentiellement par les groupes armés mais aussi dans certains cas par les forces ukrainiennes. Il souligne aussi la situation particulièrement difficile pour le million de déplacés internes enregistrés en Ukraine en raison de ce conflit.

Entre la mi-avril 2014 et le 28 février 2015, 5 809 morts et 14 740 blessés ont été dénombrés dans l'est de l'Ukraine. Sur ce total, 1 012 personnes ont été tuées et 3 793 blessées entre le 1er décembre 2015 et le 15 février 2015. Etant donné que des rapports complets sur le nombre de victimes, en particulier près de l'aéroport de Donetsk et dans la zone de Debaltseve, sont encore attendus, le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme estime que le nombre total de personnes tuées dans l'est de l'Ukraine au 2 mars 2015 a, de manière quasi certaine, dépassé les 6 000 morts.

«La situation d'environ 4 000 personnes demeurant dans des institutions de santé dans les zones contrôlées par les groupes armés est particulièrement précaire. Ils manquent de médicaments et de nourriture», a déclaré aux journalistes le président de la Commission d'enquête de l'ONU, Ivan Simonovic.

Les groupes armés ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils n'autorisaient pas leur évacuation, a-t-il rappelé. M. Simonovic a également mis en garde sur le fait que les échanges de prisonniers prévus par le cessez-le-feu du 15 février «avaient encouragé les arrestations arbitraires pour avoir plus de prisonniers à échanger».

AFP

Syrie

Une délégation des Nations unies à Alep

Une délégation des Nations unies s'est rendue lundi à Alep, dans le nord de la Syrie, en vue d'y évaluer la situation, a indiqué une source onusienne. «Ils sont déjà partis pour Alep», a indiqué une responsable de l'ONU, soulignant que la délégation est dirigée par Khawla Matar, chef du bureau à Damas du médiateur de l'ONU, Staffan de Mistura.

Selon l'ONU, la délégation a pour objectif «d'évaluer la situation à Alep, de s'assurer de l'accroissement substantiel de l'aide humanitaire une fois la trêve annoncée et surveiller les violations éventuelles du cessez-le-feu».

L'émissaire de l'ONU, qui a achevé dimanche dernier une courte visite à Damas, avait conclu, lors de son séjour, un accord avec le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Mouallem, pour envoyer une délégation à Alep.

Mais dimanche, l'opposition militaire et politique dans la province d'Alep a rejeté le plan de M. de Mistura sur une suspension des combats, exigeant un plan de règlement global du conflit.

L'émissaire de l'ONU veut finaliser un accord sur une trêve provisoire à Alep, divisée entre rebelles et forces gouvernementales pour permettre l'entrée d'aide humanitaire.

L'ONU espère ensuite étendre cette trêve à d'autres zones et encourager ainsi un règlement politique du conflit en Syrie, qui a fait plus de 220 000 morts depuis mars 2011 et a poussé à la fuite plus de la moité de la population du pays.

R. I.

Yémen

Trois membres présumés d'Al Qaîda tués

Trois membres présumés du réseau terroriste Al Qaîda ont été tués et trois autres blessés dans une attaque de drone américain contre leur véhicule dans la nuit de dimanche à hier dans le sud-est du Yémen. L'attaque, la deuxième en trois jours, a visé un véhicule chargé d'armes dans la localité de Markha, province de Chabwa, a rapporté l'AFP citant une source locale. Samedi, trois autres terroristes présumés d'Al Qaîda ont été tués dans une attaque similaire dans le village de Bijane, dans la même province de Chabwa. Les Etats-Unis continuent de cibler par ce genre d'attaque Aqpa, considérée par Washington comme la branche la plus dangereuse du réseau terroriste.

R. I.

Nigeria

Une foule tue une femme soupçonnée d'être une kamikaze

Une foule a lynché à mort puis brûlé, dimanche dans la ville de Bauchi dans le nord-est du Nigeria, une jeune femme qu'elle soupçonnait de vouloir se faire exploser, ont indiqué la police et des témoins.

« *Vers 7h heures (6h GMT), les informations en notre possession ont révélé qu'une femme, dont l'identité n'est pas encore connue et qui avait refusé de se laisser fouiller à l'entrée du marché de Muda Lawal à Bauchi, a été attaquée par une foule en furie*», a déclaré dans un communiqué le porte-parole de la police de l'Etat de Bauchi, Haruna Mohammed.Selon lui, la foule *«a mis le feu à son corps»*. Elle est morte avant que la police n'ait pu intervenir pour la sauver. Les forces de l'ordre ont ensuite dispersé l'attroupement, mais n'ont procédé à aucune arrestation. Une témoin, Isa Safiyanu, a raconté à l'AFP que la femme, qui était accompagnée d'un homme, a éveillé les soupçons lorsqu'elle a refusé d'être contrôlée au détecteur de métaux à l'entrée de la gare routière, proche du marché, et qu'on a découvert deux bouteilles scotchées de chaque côté de sa taille. *«Lorsqu'on a relevé son hijab au-dessus de sa tête, on a découvert deux bouteilles scotchées à sa taille et la foule a fondu sur la jeune femme»*, a-t-il dit. *«Ils l'ont frappée à mort et ont placé autour d'elle un vieux pneu qu'ils ont aspergé d'essence avant d'y mettre le feu.»* Selon une source policière ayant requis l'anonymat, il était peu probable que la femme transportait une bombe, car celle-ci aurait explosé pendant l'attaque de ses agresseurs.*«La seule explication plausible est qu'elle ait été envoyée en mission exploratoire afin de voir s'il était possible de pénétrer dans la gare routière sans être fouillé»*, a précisé cette source. Cette mise à mort fait suite à une série d'attentats-suicides ces jours derniers, attribués au groupe islamiste Boko Haram, dans des gares routières et des marchés du nord-est et du centre du Nigeria.

AFP

Madagascar

Les sinistrés appelés à rejoindre les sites de secours

A Madagascar, plusieurs quartiers de la ville basse et de la périphérie de la capitale sont toujours sous les eaux. Les fortes pluies, qui sont tombées la semaine dernière, ont fait sortir de leurs lits les rivières et les canaux, alors que certaines zones étaient déjà inondées depuis début janvier. Cette fois, avec la rupture de plusieurs digues de protection, l'inondation a pris une ampleur inégalée depuis 50 ans. Le bilan est encore provisoire, mais déjà lourd : 19 morts et 60.000 sinistrés. L'aide d'urgence s'organise dans les sites d'hébergements sous tente ou en dur.

A l'école primaire publique d'Anosibe, un des quartiers pauvres de la capitale, le Programme alimentaire distribue du riz, de l'huile des haricots pour 450 personnes. Trois salles de classe seront ensuite transformées en dortoir. Céline a décidé de s'abriter ici avec son enfant : *«Les inondations ont commencé en janvier et en ce moment la maison est pleine d'eau. On va venir dormir ici ce soir, on va apporter des couvertures, on n'a que ça, car les matelas sont trempés. On est obligés de déménager, j'ai peur pour la santé de mon fils et puis en plus j'ai peur que l'eau monte encore. Si ça monte la nuit ça peut être très dangereux.»*

La ville compte 23.000 personnes déplacées, mais de nombreux sinistrés refusent encore de quitter leurs maisons inondées. Hantalalaina Rakotondravelo dirige les opérations à la mairie d'Antananarivo : *«Les gens des fois ne veulent pas quitter leurs abris. Ils ne veulent pas parce qu'ils ont peur que des malfaiteurs prennent leurs biens. Mais des fois aussi c'est que les moyens manquent. Dans les tentes, ils sont un peu surchargés actuellement. Il arrive qu'il y ait neuf familles c'est-à-dire quinze personnes en moyenne en général par tente.»*

Les autorités tentent néanmoins de convaincre les sinistrés de rejoindre les sites d'hébergements de secours, car l'alerte rouge est maintenue : le niveau des rivières reste élevé et d'autres maisons fragilisées pourraient encore s'écrouler.

RFI

Tchad

Les personnels de justice reprennent le chemin des tribunaux

Au Tchad, les avocats, notaires et huissiers de justice ont décidé de lever leur grève. Les trois corporations se mettent régulièrement en grève depuis le mois de novembre 2014 pour revendiquer le paiement des condamnations de l'Etat. Ces dernières s'élèvent à plus de 4 milliards de FCFA et le Trésor n'arrive pas à éponger ses dettes. Une situation qui a entre autres, bloqué la fin du procès des anciens collaborateurs de la police politique de l'ancien président du Tchad, Hissène Habré.

Les notaires, huissiers et avocats ont saisi l'occasion du procès des anciens collaborateurs de la police politique du régime d'Hissène Habré pour rappeler à l'Etat, qui doit à titre des impayés de toutes sortes, plus de 4 milliards de FCFA. L'Etat doit s'acquitter de ces condamnations, sans quoi, aucun avocat par exemple, ne viendra plaider au procès des anciens responsables de la police politique de Hissène Habré qui a dirigé le Tchad de 1982 à fin 1990, ont-ils décidé.

Une décision qui a eu pour effet de bloquer ledit procès pendant plusieurs semaines. Mais lasses d'attendre, les trois corporations ont décidé de changer d'attitude. Maître Athanase Mbaigangnon du barreau des avocats du Tchad : *«Nous avons décidé de reprendre le travail parce que nous nous sommes rendu compte que nos interlocuteurs ont passé tout leur temps à nous bluffer. Là nous entendons explorer d'autres pistes pour pouvoir restaurer nos différents clients concernés par cette affaire dans leurs droits.»*

En attendant, beaucoup d'affaires bloquées devant les tribunaux pourront être évacuées. Les veuves et orphelins du régime de Hissène Habré, ulcérés par cette cessation de travail pourront aussi, enfin savoir le sort que la justice a réservé à ceux qu'ils poursuivent pour la mort d'un père, d'un mari ou d'un frère.

RFI

Ebola au Sierra Leone

Le vice-président se place en quarantaine

Le vice-président sierra-léonais Sam Sumana s'est placé en quarantaine pendant 21 jours. Une décision qui fait suite au décès dû à Ebola, vendredi, de l'un de ses gardes du corps. Dans un message télévisé, le vice-président a appelé toutes les personnes ayant été en contact avec son garde du corps à s'adresser aux autorités sanitaires pour être examinées. Le président sierra-léonais Ernest Bai Koroma court-il lui aussi un risque ? La réponse du porte-parole du gouvernement Abdulai Bayraytay, au micro de Daniel Finnan de la rédaction anglaise de RFI.

***«Le risque est minime parce que nous avons conseillé à tout le monde d'éviter le contact physique, et ceux qui gouvernent doivent donner l'exemple, donc les membres du gouvernement et le président lui-même font très attention»*, a déclaré à RFI le porte-parole du gouvernement Abdulai Bayraytay. Le président part à Bruxelles cette semaine pour une conférence sur Ebola. Adulai Bayraytay devait assurer le remplacement. Mais il ne pourra pas le faire, comme l'explique à RFI le Abdulai Bayraytay : *«Selon notre Constitution, le vice-président remplace le président si celui-ci est absent. Mais toute réunion avec des membres de la communauté internationale sera faite par le président du Parlement, tant que le vice-président est en quarantaine.»* Face à la remontée du nombre de cas d'Ebola, le président sierra-léonais Ernest Bai Koroma a rétabli samedi certaines restrictions de mouvement levées en janvier. Dans un communiqué publié samedi par la présidence, le chef de l'Etat a décrété *«qu'aucun véhicule commercial ne déchargerait des marchandises dans aucun marché de la région ouest [comprenant la capitale, Freetown, ndlr] entre 17h et 5h»* locales et TU. Le texte précise aussi *«qu'aucun bateau ne pourra prendre la mer ni accoster où que ce soit dans le pays entre 18h et 7h»*, et précise également que la marine militaire a reçu instruction de faire respecter cette mesure.**

RFI

Selon le président Omar El-Béchir

Le Soudan parviendra à la paix par négociations ou par la guerre

Le président soudanais Omar El-Béchir s'est engagé dimanche à parvenir à la paix dans le pays en 2015 par négociations ou par action militaire.

***«L'année en cours verra la réalisation de la paix dans toutes les régions du pays, que ce soit de manière pacifique ou par la guerre»*, a souligné le président El-Béchir en s'adressant à des milliers de ses partisans réunis à Kagogle, chef-lieu de l'Etat du Sud Kordofan, en proie aux affrontements armés entre forces gouvernementales et combattants du Mouvement de libération du peuple du Soudan du Nord (SPLM-N).**

Le président El-Béchir, candidat du Parti du congrès national (NCP, au pouvoir), effectue une tournée dans des villes soudanaises dans le cadre de sa compagne électorale pour les élections générales. Il a réitéré la volonté de son gouvernement de dialoguer et de négocier en vue de la paix et d'ajouter : *«Nous ne fermerons pas la porte avant les négociations avec les rebelles, car la paix par les négociations évite l'effusion de sang du peuple soudanais.»*

La compagne des élections présidentielle et législatives a débuté mardi avec la participation de 44 partis politiques et 16 candidats à la présidentielle.

Les prochaines élections prévues en avril se dérouleront sous la supervision des organisations soudanaises et étrangères.

R. N.

N° 1238 - Mardi 3 mars 2015

EN DEBAT

POURQUOI LA MONTÉE DU FASCISME EST ENCORE LE PROBLÈME

Récemment, le 70ème anniversaire de la libération d'Auschwitz fut un rappel du grand crime du fascisme, dont l'iconographie nazie est ancrée dans notre conscience. Le fascisme est préservé comme faisant partie de l'histoire, comme ces images tremblantes de ces chemises noires marchant au pas, leur criminalité terrible et évidente.

Par John Pilger

Pourtant dans ces mêmes sociétés libérales, dont les élites belliqueuses nous sommes de ne jamais oublier, le danger croissant d'une sorte de fascisme moderne est passé sous silence; parce qu'il s'agit de leur fascisme. « Initier une guerre d'agression… », dirent les juges du tribunal de Nuremberg en 1946, « est non seulement un crime international, mais c'est le crime international suprême, qui diffère des autres crimes de guerre en ce qu'il comprend tous les maux qui s'ensuivent. »

Si les nazis n'avaient pas envahi l'Europe, Auschwitz et l'holocauste n'auraient pas eu lieu. Si les États-Unis et ses satellites n'avaient pas initié leur guerre d'agression de l'Irak en 2003, près d'un million de personnes seraient encore en vie aujourd'hui; et l'état islamique, ou ISIS, ne nous aurait pas soumis à sa sauvagerie. Ils sont la progéniture du fascisme moderne, sevrés par les bombes, les bains de sang et les mensonges qui sont le théâtre surréaliste que l'on appelle informations.

A l'instar du fascisme des années 1930 et 1940, d'immenses mensonges sont délivrés avec la précision d'un métronome: grâce à des médias omniprésents, répétitifs et à leur virulente censure par omission. La catastrophe libyenne en est un exemple.

En 2011, l'OTAN a lancé 9 700 « frappes de sortie » contre la Libye, plus d'un tiers étaient dirigées contre des cibles civiles. Des ogives à l'uranium furent utilisées; les villes de Misrata et Sirte furent pilonnées. La croix rouge a identifié des charniers, et l'Unicef a rapporté que « la plupart [des enfants tués] avaient moins de 10 ans. »

La Libye, Après / Avant

La sodomie publique du président Libyen Muammar Kadhafi à l'aide d'une baïonnette «rebelle » fut célébrée par la secrétaire d'Etat étatsunienne d'alors, Hillary Clinton, en ces mots: « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. » Son meurtre, comme la destruction de son pays, furent justifiés à l'aide d'un énorme mensonge familier; il planifiait un « génocide » contre son propre peuple. « Nous savions… que si nous avions attendu un jour de plus », dit le président Obama, « Benghazi, une ville de la taille de Charlotte, aurait subi un massacre qui aurait résonné dans toute la région et aurait entaché les consciences du monde ».

Ce fut la fabrique de la milice islamiste essuyant une défaite face aux forces du gouvernement libyen. Ils dirent à Reuters qu'il y aurait « un vrai bain de sang, un massacre comme on a vu au Rwanda ». Rapporté le 14 mars 2011, le mensonge fournit la première étincelle pour l'enfer de l'OTAN, décrit par David Cameron comme une « intervention humanitaire ».

Équipés et entrainés en secret par les SAS britanniques, nombre de « rebelles » se transformeront en ISIS, dont la dernière vidéo montre les décapitations de 21 ouvriers chrétiens coptes à Sirte, la ville détruite en leur nom par les bombardements de l'OTAN.

Pour Obama, Cameron et Hollande, le vrai crime de Kadhafi était l'indépendance économique de la Libye et son intention déclarée de cesser de vendre les plus importantes réserves de pétrole d'Afrique en US dollars. Le pétrodollar est un pilier du pouvoir impérial états-unien. Kadhafi planifiait audacieusement de mettre en place une monnaie africaine étalonnée sur l'or, d'établir une banque Africaine et de promouvoir une union économique au sein des pays pauvres et de leurs ressources prisées. Que cela se mette en place ou non, la notion même était intolérable pour les États-Unis alors qu'ils s'apprêtaient à « entrer » en Afrique et à corrompre les gouvernements à l'aide de « partenariats » militaires.

A la suite de l'attaque de l'OTAN sous couvert d'une résolution du conseil de sécurité, Obama, écrit Garikai Chengu, » a confisqué 30 milliards de $ de la banque centrale libyenne, que Kadhafi destinait à l'établissement d'une banque centrale africaine et au dinar africain rattaché à l'or ».

La « guerre humanitaire » contre la Libye s'inspirait d'un modèle cher aux cœurs des libéraux occidentaux, particulièrement dans les médias. En 1999, Bill Clinton et Tony Blair envoyèrent l'OTAN bombarder la Serbie, parce que les serbes, et ils avaient menti, étaient en train de commettre un « génocide » contre l'ethnie albanienne dans la province sécessionniste du Kosovo. David Scheffer, l'ambassadeur-et-plus étatsunien pour les crimes de guerre [sic], déclara qu'au moins «225 000 hommes d'ethnie albanienne âgés de 14 à 59 ans » auraient été tués. Clinton comme Blair évoquèrent l'holocauste et «l'esprit de la seconde guerre mondiale ». Les alliés héroïques de l'Occident furent l'armée de libération du Kosovo (KLA), dont l'historique criminel fut mis de côté. Le ministre des affaires étrangères britannique, Robin Cook, leur a dit qu'ils pouvaient l'appeler quand ils voulaient sur ton téléphone mobile.

Une fois le bombardement de l'OTAN terminé, et la majeure partie des infrastructures serbes en ruines, ainsi que ses écoles, hôpitaux, monastères, et la chaine de télévision nationale, des équipes de légistes internationales descendirent au Kosovo afin de ramener des preuves de « l'holocauste ». Le FBI ne parvint pas à trouver un seul charnier, et s'en retourna. L'équipe de légistes espagnole fit de même, son leader énervé dénonçant « une pirouette sémantique des machines de propagande de guerre ». Un an après, un tribunal des Nations Unies sur la Yougoslavie annonça le décompte final des morts au Kosovo: 2788. Incluant des combattants des deux camps et des serbes et des roms assassinés par la KLA. Il n'y avait aucun génocide. « L'holocauste » était un mensonge. L'attaque de l'OTAN avait été frauduleuse.

Derrière le mensonge se cachait un objectif sérieux. La Yougoslavie était une fédération multi-ethnique indépendante unique qui avait servi de pont économique et politique durant la guerre froide. La plupart de ses services et de son industrie était propriété publique. Ce n'était pas acceptable pour la communauté européenne en expansion, particulièrement pour l'Allemagne nouvellement unifiée, qui s'était lancée vers l'Est afin de capturer son « marché naturel » dans les provinces yougoslaves de Croatie et de Slovénie. Le temps que les européens se rencontrent à Maastricht en 1991 pour discuter de leurs plans pour la désastreuse zone euro, un accord secret avait été conclu; l'Allemagne reconnaitrait la Croatie. La Yougoslavie était condamnée.

A Washington, les États-Unis avait vu que l'économie yougoslave en difficulté se voyait interdite de prêt par la banque mondiale. L'OTAN, alors une relique défunte de la guerre froide, fut réinventée comme exécuteur impérialiste. Lors d'une conférence sur la « paix » au Kosovo de 1999 à Rambouillet, en France, les Serbes furent soumis à la tactique hypocrite de cet exécuteur. L'accord de Rambouillet inclut une annexe B secrète, que la délégation étatsunienne a rajouté le dernier jour. Celle-ci exigeait l'occupation militaire de toute la Yougoslavie — un pays aux souvenirs amers de l'occupation nazie — et la mise en place d'une « économie de libre marché » et la privatisation de toutes les possessions gouvernementales. Aucun état souverain n'aurait signé ça. Une punition s'ensuivit promptement; les bombes de l'OTAN s'abattirent sur un pays sans défense. Ce fut le prélude des catastrophes en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, et en Ukraine.

Depuis 1945, plus d'un tiers des membres des Nations unies — 69 pays — ont souffert en partie ou intégralement de ce qui résulte des mains du fascisme états-unien moderne. Ils ont été envahis, leurs gouvernements renversés, leurs mouvements sociaux anéantis, leurs élections subverties, leurs populations bombardées et leurs économies dépossédées de toute protection, leurs sociétés soumises à un siège écrasant appelé « sanctions ». L'historien britannique Mark Curtis estime le nombre de morts en millions. Et dans chaque cas, un immense mensonge fut déployé.

« Ce soir, pour la première fois depuis le 11 septembre, notre mission de combat en Afghanistan est terminée ». Ce furent les mots d'ouverture du discours de 2015 d'Obama sur l'état de l'union. En réalité, 10 000 soldats et 20 000 entrepreneurs militaires privés (mercenaires) restent en Afghanistan pour une affectation indéfinie. « La plus longue guerre de l'histoire de l'Amérique en arrive à une conclusion responsable », a dit Obama. En réalité, plus de civils furent tués en Afghanistan en 2014 que lors de n'importe quelle autre année depuis que l'ONU a commencé à le documenter. La majorité des morts — civils et soldats — fut sous la présidence d'Obama.

La tragédie afghane rivalise avec les crimes épiques de l'Indochine. Dans son livre encensé et très cité « le grand échiquier: l'Amérique et le reste du monde », Zbigniew Brzezinski, le parrain des politiques états-uniennes de l'Afghanistan à aujourd'hui, écrit que si l'Amérique contrôle l'Eurasie et domine le monde, elle ne peut maintenir aucune démocratie, parce que « la poursuite du pouvoir n'est pas un but qui domine la passion populaire… la démocratie est hostile à l'engagement impérialiste ». Il a raison. Comme WikiLeaks et Snowden l'ont révélé, un état policier et de surveillance usurpe la démocratie. En 1976, Brzezinski, alors le conseiller à la sécurité nationale de Carter, illustre ce point en portant un coup fatal à la première et seule démocratie de l'Afghanistan. Qui connait cette histoire vitale?

Dans les années 1960, une révolution populaire a balayé l'Afghanistan, le pays le plus pauvre du monde, parvenant finalement à renverser les vestiges du régime aristocratique en 1978. Le parti démocratique du peuple de l'Afghanistan (PDPA) mit en place un gouvernement et déclara un programme de réformes qui comprenait l'abolition du féodalisme, la liberté pour toutes les religions, des droits égaux pour les femmes et la justice sociale pour les minorités ethniques. Plus de 13 000 prisonniers politiques furent libérés et les fichiers de polices brûlés publiquement.

Le nouveau gouvernement introduisit une couverture médicale pour les plus pauvres; le servage fut aboli, un programme d'alphabétisation massif fut lancé. Pour les femmes, les gains furent sans précédent. A la fin des années 1980, la moitié des étudiants universitaires étaient des femmes, ainsi que la moitié environ des médecins afghans, un tiers des fonctionnaires et la majorité des enseignants. « Chaque fille », se souvient, Saira Noorani, une chirurgienne, « pouvait aller au lycée et à l'université. Nous pouvions aller où bon nous semblait et porter ce que nous voulions. Nous allions au café, au cinéma voir les derniers films indiens le vendredi et écoutions la musique à la mode. Cela a commencé à aller mal lorsque les moudjahidine ont commencé à triompher. Ils tuaient les enseignants et brûlaient les écoles. Nous étions terrifiés. C'est triste et ironique de penser que c'étaient les gens que l'Occident soutenait. »

Le gouvernement du PDPA était soutenu par l'Union Soviétique, bien que, comme l'a admis plus tard l'ancien secrétaire d'état Cyrus Vance, « il n'y avait aucune preuve de complicité soviétique [dans la révolution] ». Effrayé par la confiance croissante des mouvements de libération à travers le monde, Brzezinski a décidé que si l'Afghanistan sous le PDPA était une réussite, son indépendance et son progrès seraient « un exemple prometteur menaçant ».

Le 3 juillet 1979, la Maison-Blanche a autorisé en secret la livraison de 500 millions de dollars en armement et logistique pour soutenir les groupes tribaux « fondamentalistes » appelés moudjahidin. Le but était le renversement du premier gouvernement réformiste séculaire d'Afghanistan. En Août 1979, l'ambassade étatsunienne à Kaboul rapporte que « *les intérêts les plus conséquents des États-Unis… seraient avantagés par la disparition du [gouvernement PDPA], malgré tous les revers pour les futures réformes sociales et économiques que cela signifierait en Afghanistan.* » J'ai moi-même choisi de mettre cela en italique.

Les moudjahidine sont les ancêtres d'Al Qaîda et de l'état islamique. Gulbuddin Hekmatyar, qui reçut des dizaines de millions de dollars en cash de la part de la CIA, en faisait partie. La spécialité d'Hekmatyar était le trafic d'opium et la projection d'acide sur les visages des femmes qui refusaient de porter le voile. Invité à Londres, il fut salué par la Première ministre Thatcher comme un « combattant pour la liberté ».

De tels fanatiques seraient restés dans leur monde tribal si Brzezinski n'avait pas déclenché un mouvement international de

●●●

●●●

promotion du fondamentalisme islamique en Asie centrale, et sapé la libération politique séculaire, et « déstabilisé » l'Union soviétique, créant, comme il l'écrit dans son autobiographie, « quelques musulmans agités ». Son grand plan coïncidait avec les ambitions du dictateur pakistanais, le général Zia ul-Haq, de domination de la région. En 1986, l'agence de renseignement du Pakistan, l'ISI, et la CIA, commencent à recruter des gens de par le monde afin de rejoindre le djihad Afghan. Le multimillionnaire saoudien Oussama Ben Laden fut l'un d'entre eux. Les opérateurs qui rejoindraient finalement les Taliban et Al Qaîda, étaient recrutés dans une université islamique de Brooklyn, à New York, et effectuaient un entrainement de paramilitaires en Virginie dans des camps de la CIA. Cela s'appelait l' »Opération cyclone ». Son succès fut célébré en 1996 lorsque le dernier président afghan du PDPA, Mohammed Najibullah — qui s'était rendu devant l'assemblée générale de l'ONU pour demander de l'aide — fut pendu à un lampadaire par un taliban.

Le « retour de bâton » de l'opération cyclone et ses « quelques musulmans agités » fut le 11 septembre 2001. L'opération cyclone se transforma en « guerre contre la terreur », dans laquelle d'innombrables hommes, femmes et enfants perdraient leurs vies à travers le monde musulman, de l'Afghanistan à l'Irak, au Yémen, à la Somalie et à la Syrie. Le message des exécutants était et reste toujours: « Vous êtes soit avec nous soit contre nous ».

Le fil conducteur du fascisme, passé et présent, est le meurtre de masse. L'invasion états-unienne du Vietnam a eu ses « zones de feu à volonté », « décomptes des corps » et « dommages collatéraux ». Dans la province de Quand Ngai, où j'étais reporter, plusieurs milliers de civils (« gooks ») furent assassinés par les USA; pourtant on ne se souvient que d'un seul massacre, à My Lai. Au Laos et au Cambodge, le plus important bombardement aérien de l'histoire a donné naissance à une époque de terreur marquée aujourd'hui par le spectacle de cratères de bombes reliés qui, vus du ciel, ressemblent à des colliers monstrueux. Le bombardement donna au Cambodge son propre ISIS, dirigé par Pol Pot.

Aujourd'hui la plus importante des campagnes de terreur entraine l'exécution de familles entières, d'invités lors de mariages, d'endeuillés lors de funérailles. Ce sont les victimes d'Obama. Selon le New York Times, Obama fait sa sélection depuis une « liste à tuer » que la CIA lui présente chaque mardi dans la salle de crise de la Maison-Blanche. Il décide alors, sans la moindre justification légale, qui va vivre et qui va mourir. Son arme d'exécution est le missile Hellfire (feu de l'enfer) que porte un engin aérien sans pilote, appelé drone; ceux-ci font griller leurs victimes et ornent les environs avec leurs restes. Chaque « frappe » est enregistrée sur un écran de console lointain comme un « bugsplat ».

« Au lieu de ceux qui marchent au pas », écrivait l'historien Norman Pollock, « on substitue l'apparemment inoffensive militarisation de la culture. Et au lieu du leader grandiloquent, nous avons le réformateur manqué, qui travaille allègrement, planifie et exécute des assassinats, tout en souriant ».

L'union du nouveau et de l'ancien fascisme est le culte de la supériorité. « Je crois en l'exceptionnalisme américain de tout mon être », a dit Obama, évoquant les déclarations de fétichisme national des années 1930. Comme le souligne l'historien Alfred W. McCoy, ce fut le fidèle d'Hitler, Carl Schmitt, qui dit « Le souverain est celui qui décide de l'exception ». Ceci résume l'américanisme, l'idéologie qui domine le monde. Qu'elle ne soit pas associé à une idéologie prédatrice est le résultat d'un lavage de cerveau tout aussi subtil. Insidieuse, dissimulée, présentée spirituellement comme une illumination en cours, sa vanité suggère la culture occidentale. J'ai grandi sous un régime cinématographique à la gloire des États-Unis, une distorsion dans la plupart des cas. Je ne me doutais pas que l'armée rouge avait détruit la majeure partie de la machine de guerre nazie, ce qui lui avait coûté plus de 13 millions de soldats. En revanche, les pertes états-uniennes, pacifique inclus, s'élevèrent à 400 000. Hollywood a inversé cela.

La différence aujourd'hui c'est que les spectateurs au cinéma sont invités à se lamenter sur la « tragédie » de psychopathes états-uniens ayant à tuer des gens dans des endroits lointains — tout comme le président lui-même les tue. L'incarnation de la violence d'Hollywood, l'acteur et réalisateur Clint Eastwood, a été nominé pour un oscar cette année pour son film *American Sniper*, qui traite d'un assassin accrédité et dément. Le *New York Times* le décrit comme « un film patriotique, pro-famille, qui bat tous les records d'audimat dès les premiers jours ». Aucun film héroïque ne traite du fascisme états-unien. Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis (et l'Angleterre) sont entrés en guerre contre les Grecs qui s'étaient héroïquement battus contre le nazisme et résistaient à la montée du fascisme grec. En 1967, la CIA a aidé une junte militaire fasciste à prendre le pouvoir à Athènes — comme elle l'avait fait au Brésil et dans la majeure partie de l'Amérique latine. Les Allemands et les Européens qui avaient collaboré avec l'agression nazie et les crimes contre l'humanité furent accueillis en toute sécurité aux USA; nombre d'entre eux seront choyés et leurs talents récompensés. Wernher von Braun était le père à la fois de la bombe terrorisante nazi V-2 et du programme spatial des États-Unis.

Dans les années 1990, alors que les anciennes républiques soviétiques, l'Est de l'Europe et les Balkans devenaient des avant-postes militaires de l'OTAN, les successeurs d'un mouvement nazi ukrainien eurent droit à leur chance. Responsables de la mort de milliers de juifs, polonais et russes lors de l'invasion nazie de l'Union Soviétique, le fascisme ukrainien fut réhabilité et sa «nouvelle vague» saluée par les exécutants comme « nationaliste ».

L'apogée fut atteinte en 2014 quand l'administration Obama organisa un coup d'état à 5 milliards de $ contre le gouvernement élu. Les troupes de choc étaient des néo-nazis, le Secteur Droit et Svoboda. Parmi leurs leaders, Oleh Tyahnybok, qui avait appelé à une purge de la « mafia moscovo-juive » et «autres raclures », dont les gays, les féministes et les partisans de la gauche.

Ces fascistes font maintenant partie du gouvernement de Kiev issu du coup d'état. Le vice-président du parlement Ukrainien, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est le cofondateur de Svoboda. Le 14 février, Parubiy a annoncé qu'il se rendait à Washington pour obtenir « des USA de l'armement moderne haute précision ». S'il y parvient, cela sera considéré comme un acte de guerre par la Russie.

Aucun dirigeant occidental ne s'est exprimé sur la renaissance du fascisme au cœur de l'Europe — à l'exception de Vladimir Poutine, dont la population a diminué de 22 millions à cause d'une invasion nazie par la frontière ukrainienne. Lors de la récente conférence sur la sécurité de Munich, la secrétaire d'Etat adjointe américaine d'Obama pour les affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland, s'insurgeait contre les abus des dirigeants européens qui s'opposaient à l'armement du régime de Kiev par les États-Unis. Elle fit référence au ministre de la défense allemand comme «ministre du défaitisme ». C'est Nuland qui a supervisé le coup d'état à Kiev, la femme de Robert D. Kagan, un « néoconservateur » lumineux et cofondateur du projet d'extrême droite pour un nouveau siècle américain, elle était conseillère en politique étrangère de Dick Cheney.

Le coup d'état de Nuland n'a pas suivi le plan à la lettre. L'OTAN ne parvint pas à s'emparer de la base navale russe historique et légitime de Crimée. La population majoritairement russe de Crimée — illégalement annexée par l'Ukraine par Nikita Krushchev en 1954 — a largement voté pour un rattachement à la Russie, comme ils le firent dans les années 1990. Le référendum fut volontaire, populaire et internationalement surveillé. Il n'y eut aucune invasion.

Au même moment, le régime de Kiev s'est retourné contre les populations russophones de l'Est avec la férocité d'une épuration ethnique. Déployant des milices néo-nazies à la manière des Waffen-SS, ils ont bombardé et assiégé des villes et des villages. Ils ont usé de la famine de masse comme d'une arme, coupant l'électricité, gelant les comptes bancaires, stoppant la sécurité sociale et les retraites. Plus d'un million de réfugiés ont fui vers la Russie. Dans les médias occidentaux, ils étaient les invisibles fuyant « la violence » causée par « l'invasion russe ». Le commandant de l'OTAN, le général Breedlove — dont le nom et les agissements s'inspirent probablement du docteur Folamourde Stanley Kubrick — a annoncé que 40 000 soldats russes se «massaient ». A l'ère de la preuve judiciaire par image satellite, il n'en fournit aucune.

Ces russophones et bilingues d'Ukraine — un tiers de la population — espèrent depuis longtemps une fédération qui reflète la diversité ethnique du pays et qui soit à la fois autonome et indépendante de Moscou. La plupart ne sont pas des « séparatistes » mais des citoyens qui veulent vivre en sécurité dans leur pays natal et s'oppose à la prise de pouvoir à Kiev. Leur révolte et l'établissement « d'états » autonomes sont une réaction contre l'attaque que Kiev a lancée contre eux. Presque rien de tout cela n'a été expliqué au grand public occidental.

Le 2 mai 2014 à Odessa, 41 Russophones furent brûlés vif au siège des syndicats sous le regard des policiers inactifs. Dmytro Yarosh, dirigeant du Secteur droit, a salué ce massacre comme étant « un nouveau jour de gloire dans notre histoire nationale ». Dans les médias états-unien et britannique, ce fut rapporté comme une « sombre tragédie » résultant d' «affrontement» entre les « nationalistes » (néo-nazis) et les « séparatistes » (ces gens qui collectent des signatures pour un référendum sur une Ukraine fédérale). Le *New York Times* a enterré l'histoire, ayant ignoré sous prétexte de propagande russe les avertissements concernant les politiques fasciste et antisémite des nouveaux clients de Washington. Le Wall Street Journal a maudit les victimes — « incendie mortel en Ukraine probablement déclenché par les rebelles, selon le gouvernement ». Obama a félicité la junte pour sa « retenue ».

Si Poutine peut être amené à aller à leur secours, son rôle préétabli de « paria » en Occident justifiera le mensonge selon lequel la Russie envahirait l'Ukraine. Le 29 janvier, le chef d'état-major ukrainien, le Général Viktor Muzhemko, a presque discrédité par inadvertance les fondements des sanctions des USA et de l'UE contre la Russie en déclarant catégoriquement lors d'une conférence de presse: « L'armée ukrainienne ne combat pas les unités régulières de l'armée russe ». Il y avait des « citoyens individuels » qui étaient membres de « groupes armés illégaux », mais pas d'invasion russe. Rien de nouveau. Vadym Prystaiko, le ministre adjoint des affaires étrangères de Kiev, a appelé à « une guerre totale » contre une Russie nucléairement armée.

Le 21 février, le sénateur des États-Unis James Inhofe, un républicain de l'Oklahoma, a introduit un projet de loi qui autoriserait l'armement états-unien du régime de Kiev. Dans sa présentation au Sénat, Inhofe a utilisé des photographies censées montrer des troupes russes en train de franchir la frontière ukrainienne, dont on sait depuis qu'elles étaient des faux. Cela rappelle les fausses images de Ronald Reagan des installations soviétiques au Nicaragua, et les fausses preuves de Colin Powell devant l'ONU sur les armes de destructions massives de l'Irak.

L'intensité de la campagne de diffamation contre la Russie et la représentation de son président comme méchant pantomime ne ressemble à rien de ce que j'ai connu en tant que reporter. Robert Parry, l'un des journalistes d'investigation les plus distingués des États-Unis, qui révéla le scandale de l'affaire Iran-Contra, a récemment écrit, « Aucun gouvernement européen, depuis l'Allemagne d'Adolf Hitler, n'a jugé correct d'envoyer des troupes nazies mener une guerre contre une population domestique, mais le régime de Kiev l'a fait, et en connaissance de cause. Et pourtant à travers le spectre politico-médiatique occidental, il y a eu un effort conséquent pour camoufler cette réalité au point d'ignorer des faits établis… Si vous vous demandez comment le monde pourrait entamer une 3ème guerre mondiale — tout comme c'était arrivé lors de la Première Guerre mondiale il y a un siècle — tout ce que vous avez à faire c'est observer la folie autour de cette affaire ukrainienne, qui se montre imperméable aux faits ou à la raison ».

En 1946 le procureur du tribunal de Nuremberg dit aux médias allemands: «L'utilisation de la guerre psychologique par les conspirateurs nazis est bien connue. Avant chaque agression majeure, à quelques exceptions près selon l'urgence, ils initiaient des campagnes de presse optimisées afin de discréditer leurs victimes et de préparer les allemands psychologiquement pour l'attaque… Dans le système de propagande de l'état d'Hitler c'était la presse quotidienne et la radio les armes les plus importantes. » Dans *Le Guardian* du 2 février, Timothy Garton-Ashe a en effet appelé à une guerre mondiale. « Poutine doit être arrêté », titre la Une. « Et parfois seules les armes arrêtent les armes ». Il admettait que la menace d'une guerre puisse « nourrir une paranoïa russe d'encerclement »; mais c'était acceptable. Il cite ensuite l'équipement militaire nécessaire pour ce travail et avise ses lecteurs que «l'Amérique possède le meilleur kit ».

En 2003, Garton-Ash, un professeur d'Oxford, avait répété la propagande qui avait mené au massacre en Irak. Saddam Hussein, avait-il écrit, « a, comme [Colin] Powell l'a documenté, entreposé des quantités d'armement chimique et biologique effrayant, et cache ce qui reste d'eux. Il tente toujours d'obtenir du nucléaire ». Il a salué Blair comme étant un « interventionniste libéral chrétien Gladstonien ». En 2006, il a écrit, « nous faisons maintenant face au prochain test d'envergure après l'Irak: l'Iran. »

Les débordements — ou comme Garton-Ash préfère les appeler, ses « ambivalences libérales torturées » — ne sont pas atypiques de ceux de l'élite libérale transatlantique ayant conclu un pacte faustien. Le criminel de guerre Tony Blair est leur leader perdu. Le Guardian, dans lequel l'article de Garton-Ash apparait, a publié une pleine page de publicité pour un bombardier furtif américain. Sur une image menaçante du monstre de Lockheed Martin figuraient les mots: « Le F-35. EXCELLENT pour l'Angleterre ». Ce « kit » américain coûtera au contribuable britannique 1,3 milliard de £, le précédent modèle F ayant déjà massacré à travers le globe. Afin de rester dans le ton de ses publicités, un éditorial du Guardian appelle à une augmentation des dépenses militaires. Une fois de plus, il y a un objectif sérieux. Les dirigeants du monde veulent non seulement que l'Ukraine soit une base de missiles; ils veulent aussi son économie. Le nouveau ministre des finances de Kiev, Nataliwe Jaresko, est une ancienne haute responsable du département d'état des USA en charge des « investissements » états-uniens d'outremer. On lui octroya la nationalité ukrainienne en urgence. Ils veulent l'Ukraine pour son gaz en abondance; le fils du vice-président, Joe Biden, est membre du comité de la plus importante compagnie pétrolière et gazière d'Ukraine. Les dirigeants des firmes d'organismes génétiquement modifiés, des compagnies comme l'infâme Monsanto, veulent le sol agricole riche de l'Ukraine. Par-dessus tout, ils convoitent le puissant voisin de l'Ukraine, la Russie. Ils veulent balkaniser ou démembrer la Russie et exploiter les plus importantes ressources en gaz naturel de la Terre. Alors que l'Arctique fond, ils veulent contrôler l'océan Arctique riche en énergies, et la longue frontière Arctique russe. Leur homme à Moscou était Boris Eltsine, un alcoolique, qui laissait l'économie de son pays à l'occident. Son successeur, Poutine, a ré-établi la Russie en tant que nation souveraine; tel est son crime.

Notre responsabilité est claire. Il nous faut identifier et exposer les mensonges irresponsables des faiseurs de guerre et ne jamais collaborer avec eux. Il nous faut réveiller les grands mouvements populaires qui ont apporté une civilisation fragile aux états impérialistes modernes. Plus important encore, il nous faut résister à l'endoctrinement au nom de notre esprit, de notre humanité, et de notre dignité. Si nous restons silencieux, la victoire leur est assurée, et la menace d'un l'holocauste plane.

J. P.

Contre les Etats-Unis et Séoul

La Corée du Nord promet «des frappes impitoyables»

La Corée du Nord a tiré lundi des missiles en mer et promis de mener «des frappes impitoyables» contre les Etats-Unis et la Coréedu Sud qui ont commencé leurs exercices militaires conjoints annuels.

Selon l'armée sud-coréenne, deux missiles d'une portée d'environ 500 kilomètres ont été tirés depuis le port de Nampo (ouest). Ils ont traversé le pays d'ouest en est avant de tomber en mer du Japon.

Un porte-parole de la KPA (l'Armée du peuple coréen) cité par l'agence officielle de Pyongyang, Korean Central News Agency (KCNA), a estimé que la péninsule coréenne était «à nouveau à deux doigts du début d'une guerre».

«Les seuls moyens de faire face à l'agression menée par les impérialistes américains et leurs alliés ne sont ni le dialogue, ni la paix. On doit y répondre seulement par des frappes impitoyables», a-t-il ajouté.

La Corée du Nord emploie régulièrement une rhétorique belliqueuse au moment des traditionnels exercices militaires conjoints menés chaque année par les Etats-Unis et la Corée du Sud.

Ils sont habituellement source d'un regain de tensions sur la péninsule coréenne.

Washington et Séoul ont dénoncé les tirs de missiles nord-coréens comme une «provocation». Dans un communiqué, le commandement conjoint des deux armées s'est déclaré «attentif à tout nouveau tir».

Les exercices annuels à grande échelle entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, baptisés Foal Eagle, donneront lieu pendant huit semaines à des exercices à terre, dans les airs et en mer, pour lesquels seront mobilisés environ 200 000 militaires sud-coréens et 3 700 soldats américains.

En même temps, un exercice conjoint de simulation par ordinateur, appelé Key Resolve, d'une durée d'une semaine, doit commencer également commencer lundi.

Séoul et Washington affirment qu'il s'agit d'exercices purement défensifs, mais Pyongyang les voit comme le prélude à une invasion.

Le porte-parole de l'armée nord-coréenne les a dénoncés comme «des exercices dangereux de guerre nucléaire pour envahir la DPRK» (République démocratique populaire de Corée, nom officiel de la Corée du Nord : Ndlr) et comme «une hystérie guerrière impardonnable de la part de forces hostiles malhonnêtes».

«Nos forces armées révolutionnaires ne resteront jamais des spectateur passifs devant cette grave situation», a-t-on ajouté de même source, précisant que la Corée du Nord répondrait à tout acte de guerre conventionnelle, nucléaire ou informatique.

«Si un seul tir seulement touchait quelque endroit que ce soit où la DPRK exerce sa souveraineté, cette dernière ripostera sur le champ», selon Pyongyang.

La Corée du Nord menace souvent les Etats-Unis de frappes nucléaires mais le pays n'a pas démontré sa capacité à lancer des missiles balistiques capables d'atteindre le territoire américain.

Le programme nucléaire nord-coréen est mal connu mais des spécialistes estiment que le régime de Pyongyang possèderait un arsenal de 10 à 16 armes nucléaires. Et selon une étude publiée fin février par des experts américains, la Corée du Nord semble en mesure d'accroître son programme nucléaire militaire au cours des cinq prochaines années et pourrait posséder en 2020 jusqu'à cent armes atomiques.

La Corée du Nord a réalisé trois essais nucléaires, en 2006, 2009 et 2013. En janvier, elle a proposé un moratoire sur les essais si Washington renonçait aux manoeuvres d'entraînement avec Séoul. Les deux alliés ont aussitôt rejeté cette proposition en y voyant une «menace implicite». Il est cependant peu probable que Pyongyang réalise un quatrième essai atomique au seul motif de se venger ou d'exprimer son irritation, selon l'analyste Jeung Young-Tae du Korea Institute for National Unification à Séoul.

Le Nord pourrait par contre réaliser un essai de missile de moyenne ou longue portée. «La démonstration qu'il peut mettre au point une tête d'ogive nucléaire serait une menace plus grande contre le monde qu'un essai nucléaire», a-t-il indiqué à l'AFP.

AFP

Bangladesh

Arrestation d'un islamiste soupçonné du meurtre d'un blogueur américain

Un islamiste a été arrêté hier au Bangladesh, soupçonné d'être impliqué dans le récent meurtre du blogueur américain Avijit Roy et de l'avoir menacé sur les réseaux sociaux, ont annoncé les forces de sécurité.

«Il est le principal suspect» du meurtre d'Avijit Roy, a dit un porte-parole des forces d'élite du Rapid Action Battalion (RAB) à l'AFP à propos de l'arrestation de Farabi Shafiur Rahman à Dacca.

«C'est un blogueur fondamentaliste», a ajouté ce porte-parole Maksudul Alam, précisant que selon ses «premières informations», Farabi avait menacé Avijit via Twitter et Facebook. «La famille (de Roy) nous a dit qu'il avait reçu des menaces de Farabi à plusieurs reprises».

Les forces d'élites du RAB, principalement spécialisées dans les violences religieuses, ont retrouvé des correspondances entre Farabi et un autre homme à propos du meurtre d'Avijit Roy, blogueur américain d'origine bangladeshie tué jeudi dernier à coups de machettes à Dacca.

Avijit Roy était un athée fondateur du blog Mukto-Mona (libre pensée) et un fervent promoteur du sécularisme dans ce pays où 90% des 160 millions d'habitants sont musulmans. Né au Bangladesh, il avait émigré aux Etats-Unis, à Atlanta, il y a environ 15 ans. Farabi avait déjà été arrêté après le meurtre d'un autre blogueur athéiste, Ahmed Rajib Haider, en février 2013, mais avait ensuite été remis en liberté sous caution. Il est connu pour ses écrits sur Facebook contre les écrivains athées et militants anti-islamistes.

Le blogueur américain et sa femme se trouvaient à bord d'un pousse-pousse et rentrait d'une foire aux livres lorsque ils ont été pris en embuscade par deux assaillants qui les ont entraînés sur un trottoir puis frappés à coups de machette.

Il s'agit du second meurtre d'un blogueur bangladeshi en deux ans et de la quatrième attaque contre un écrivain depuis 2004.

AFP

France

200 squelettes sous un supermarché parisien

■ Quels secrets recèlent les squelettes du magasin Monoprix de Réaumur-Sébastopol, en plein coeur de Paris ? Les archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) mènent, depuis janvier, des fouilles sous l'immeuble du supermarché, où se trouvait jadis le cimetière de l'hôpital de la Trinité, fondé au XII[e] siècle, mais détruit à la fin du XVIII[e] siècle. Une équipe de l'Inrap a fait une découverte peu ordinaire : des fosses communes contenant près de 200 squelettes étaient profondément enfouies sous l'immeuble d'un supermarché parisien du II[e] arrondissement de la capitale. Les archéologues ont donc mis au jour un ancien cimetière hospitalier, sans doute celui de l'hôpital de la Trinité qui se trouvait tout à côté.

La disposition des squelettes, soigneusement rangés, bras serrés, tête-bêche, montre que les corps avaient été enveloppés dans un linceul avant l'ensevelissement. Cela laisse supposer qu'il s'agit de victimes d'une épidémie comme la peste ou encore d'une hécatombe liée à une famine. Même si, selon les archéologues, les restes osseux ne présentent pas de lésions permettant d'identifier la cause de ces décès en masse. Des prélèvements ADN sont donc en cours pour tenter de la déterminer. Ils permettront aussi d'établir d'éventuels liens génétiques entre les individus. Mais c'est une course contre la montre pour les archéologues : ils doivent avoir terminé les fouilles d'ici au 20 mars, car les travaux de réaménagement du supermarché interrompus par leurs recherches doivent impérativement reprendre.

RFI

Présidentielle américaine

Hillary Clinton devrait lancer sa candidature en avril

■ Elle devrait finalement entrer dans la course plus tôt que prévu. Hillary Clinton, la plus que probable candidate des démocrates à la prochaine élection présidentielle outre-Atlantique, pourrait annoncer sa candidature en avril, selon le *Wall Street Journal*. C'est en tout cas ce qu'elle et ses conseillers auraient annoncé à des donateurs démocrates. Si la date a été avancée, c'est pour mettre fin aux doutes au sein du Parti démocrate et pour permettre à l'ancienne secrétaire d'Etat de disposer de plus de temps pour lever les fonds nécessaires.

Secrétaire d'État de Barack Obama de 2008 à 2012

Populaire (67% des Américains jugent qu'elle est «un dirigeant solide» et qu'elle est «honnête et digne de confiance»), capable de lever des fonds - le *Wall Street Journal* a rapporté que le couple Clinton avait réussi à lever entre 2 et 3 milliards de dollars de dons en deux décennies de vie publique -, celle qui pourrait devenir la première femme Commander in Chief reçoit de nombreux soutiens, aussi bien des figures du Parti démocrate que des «fans» sur les réseaux sociaux, comme le prouvent les pages «Ready for Hillary» sur Facebook et Twitter, ou «Team Hillary Clinton» (ici, là et même sur YouTube). Secrétaire d'État de Barack Obama de 2008 à 2012, Hillary Clinton a pendant cette période visité 112 pays et parcouru près de 1,6 million de km. Elle a notamment eu à gérer des dossiers chauds comme le Moyen-Orient, la Chine, la Syrie, l'Afghanistan, les printemps arabes en Egypte et en Libye ou encore la traque d'Oussama Ben Laden.

20 minutes

Dans le cadre d'une quinzaine culturelle à Tlemcen

La chedda et le kaftan à l'honneur

Une quinzaine culturelle sur la chedda et le kaftan, initiée par l'association de wilaya de sauvegarde des métiers et de l'artisanat, Bab Zir, s'est ouverte dimanche dernier à Mansourah (Tlemcen).

Cette manifestation culturelle et artisanale, organisée jusqu'au 14 mars à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme, vise à faire connaître davantage le costume traditionnel, le kaftan, ses variétés et les accessoires entrant dans la confection de la chedda que porte la mariée et à mettre en exergue l'évolution de ce patrimoine légué à travers différentes générations.

Cette exposition, à laquelle prennent part des artisans et artisanes, constitue une occasion pour mettre la lumière sur les nouveautés opérées sur ce costume depuis son apparition à l'ère de la dynastie zianide.

La chedda tlemcénienne a été classée patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Organisation des Nations unies de l'éducation, des sciences et de la culture (Unesco).

A cette occasion, deux conférences seront animées par le chercheur en patrimoine, Sari Tahar, l'une intitulée «Le kaftan à travers les générations» et l'autre abordant le parcours artistique de cheikh Sari Ould Abdeslam, un des pionniers de l'artisanat à Tlemcen.

Sur le plan artistique, un défilé de costumes traditionnels sera organisé lors de la soirée de clôture, qui donnera lieu à un hommage aux artisans participants ayant consacré leur vie à ce patrimoine national et à sa pérennisation par la formation.

Cette quinzaine culturelle est organisée à l'Institut national d'artisanat et d'hôtellerie de Mansourah en collaboration avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya.

Reda A.

El Wahrani et *Cousines*

Le cinéaste Lyes Salem présente ses films aux Etats-Unis

Le réalisateur algérien, Lyes Salem, présentera ses films *El Wahrani* et *Cousines* à Lewiston dans le Maine (extrême nord-est des Etats-Unis), rapporte la presse américaine.
Lyes Salem, également acteur et scénariste, présentera son long métrage *El Wahrani* (2014) dimanche prochain à Bates College (université américaine d'arts libéraux), et son court métrage *Cousines* (2004) jeudi prochain. Le film *El Wahrani* a obtenu plusieurs prix internationaux en 2014, dont le Grand prix du jury au 14e Festival du film méditerranéen de Bruxelles (Belgique). Khaled Benaïssa a remporté le prix de la meilleure interprétation masculine dans le même film, aux 25es Journées cinématographiques de Carthage (JCC) en Tunisie. Son court métrage *Cousines* (2004) a également remporté de nombreux prix internationaux et un Cesar. En 1999, il réalise son premier court métrage intitulé *Lhasa*, suivi en 2001 de *Jean-Farès*, qui obtient le Prix du meilleur court métrage lors du 12e Festival du cinéma africain de Milan en 2002, ainsi que le Prix Jeune public à Montpellier. En 2008, il réalise son premier long métrage *Mascarades*, qui a connu un franc succès. Lyes Salem a suivi une formation à l'Ecole du théâtre national de Chaillot et au Conservatoire national supérieur d'art dramatique. *R. C.*

Journées théâtrales de Tlemcen

Sept troupes attendues

Sept troupes sont attendues à la 5ème édition des Journées du théâtre de Tlemcen, prévues du 24 au 27 mars courant, a-t-on appris hier auprès de la direction de la Maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen. Cette manifestation sera placée sous le slogan «Le théâtre et la société», selon les organisateurs. Elle vise, selon ses initiateurs, à relancer le 4ème art à travers la wilaya de Tlemcen qui ne dispose pas, pour l'heure, d'un théâtre en dépit des potentialités qu'elle recèle, notamment au chef-lieu de wilaya, Nedroma, Maghnia et Ouled Mimoune. Le projet de réalisation d'un théâtre à Tlemcen, dont l'implantation est prévue près de la gare de la ville, est attendu avec impatience par les professionnels et les responsables des coopératives théâtrales locales. ***R. C.***

PUBLICITE

ANEP 310.200 - Les Débats N°1238 - Mardi 3 mars 2015

ANEP 310.271 - Les Débats N°1238 - Mardi 3 mars 2015

PAROLES DE FEMMES

Tout homme qui craint la mort, n'est capable de rien de grand.
Christine de Suède

FEMMES

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

C'est de ta peur que j'ai peur.
William Shakespeare

Pouvoir et prise de décision

L'ONU appelle à la participation

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a fait un appel à la participation des femmes dans la prise de décisions lors de son intervention au sommet «Les femmes au pouvoir et la prise de décisions» qui s'est ouvert vendredi au Chili, a rapporté l'agence de presse de l'Amérique latine, Prensa Latina.

M. Ban a d'ailleurs salué les pays latino-américains pour le grand nombre de femmes qui occupent des fonctions aux Parlements et en la direction des Etats, selon la même source. La présidente chilienne, Michelle Bachelet, a, pour sa part, manifesté sa joie pour les progrès atteints lors des 20 ans écoulés depuis «la Déclaration et le Programme d'action de Pékin» ainsi que pour les conquêtes en matière d'éducation et de santé. Elle a indiqué qu'il restait beaucoup à faire dans l'avenir puisque les inégalités n'ont été réduites que de 4% dans les neuf dernières années. De son côté, la directrice d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a souligné qu'un monde serait toujours mieux s'il y avait de l'égalité professionnelle homme-femme. Le sommet «Les femmes au pouvoir et la prise de décisions», ouvert vendredi dernier au Chili, a vu la part icipation - de femmes leaders de tous le secteurs public et privé - pour aborder les progrès atteints depuis «la Déclaration de Pékin». Parmi les femmes présentes lors de ce sommet figurent la présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaité, la vice-présidente du Costa Rica, Ana Helena Chacon et l'ex-Première ministre du Sénégal, Amirata Touré. La directrice exécutive du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), Ertharin Cousin, la secrétaire exécutive de la Commission pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Alicia Barcena, et la directrice d'Oxfam International, Winnie Byanyima, participaient également à ce sommet de deux jours. Un document sera rédigé à la fin des travaux de ce sommet, sur les recommandations pour la prochaine réunion de la Commission de la Condition juridique et sociale de la femme (CSW 59) prévue du 9 au 20 mars à New York, selon Prensa Latina.

Soins

Les bienfaits des soins à base d'huile d'argan

Qu'est-ce que l'huile d'argan ?

Principalement originaire du Maroc, elle est produite à partir des fruits de l'arganier.

Ce dernier donne un fruit, une sorte de grosse amande, que l'on sèche au soleil. Une fois séché, on extrait du fruit un noyau contenant des graines: de l'amandon. Elles sont non torréfiées et vont donner une pâte qui sera transformée, par la suite, en huile.

Il faut beaucoup de fruits pour produire de l'huile d'argan, c'est pourquoi elle est considérée comme précieuse. En effet, pour 100 kilos de fruits frais, seulement 1 litre d'huile est produit.

Les propriétés de l'huile d'argan

C'est un produit 100 % naturel. Elle existe depuis peu à la fois sous forme d'huile alimentaire et sous forme d'huile cosmétique. Ses composants biochimiques ont été reconnus comme étant bénéfiques pour la santé.

Riche en acides gras essentiels, en vitamine E et en insaponifiables, l'huile d'argan possède de nombreux bienfaits: nourrissants, restructurants et régénérants.

- L'huile d'argan redynamise la peau. Elle est donc un excellent soin pour l'élasticité de la peau mais aussi pour le renouvèlement cellulaire. En massage, elle laisse une peau satinée, douce ainsi qu'une sensation de bien-être.

- Pour les peaux sèches voire très sèches, utiliser des soins à base d'huile d'argan permettra d'hydrater votre épiderme en lui apportant les apports nutritifs nécessaires et de soulager les irritations. Vous pouvez l'appliquer sur les zones les plus sèches du corps comme les coudes, genoux etc.

- Elle a aussi des bienfaits pour la tension, le foie et permet de réduire le mauvais cholestérol.

- Ses propriétés anti-âges la rendent idéale pour prévenir le vieillissement de la peau.

Autre atout, elle permet d'atténuer les traces laissées par les varicelles, l'acné, etc.

- Enfin, l'argan est aussi utile pour soulager les douleurs articulaires.

Les soins à base d'huile d'argan

Les vertus thérapeutiques de l'argan ne sont donc plus à démontrer. De plus en plus prisée, l'huile d'argan se retrouve à la base de nombreux soins cosmétiques.

Toutes les peaux peuvent l'utiliser. Elle est idéale pour le soin du visage et du corps mais compte aussi de nombreux bienfaits pour les cheveux et les ongles.

- L'huile d'argan pour le visage et le corps

Qu'il soit appliqué sur le visage ou le corps, l'argan permet de retrouver une peau douce, hydratée et soyeuse. En hiver, il calmera les irritations de la peau comme l'eczéma ainsi que les gerçures mais aussi certaines brulures.

Elle prévient du vieillissement cutané et s'avère donc une très bonne solution pour prévenir les rides.

Vous pouvez ajouter quelques gouttes d'huile d'argan dans votre bain pour retrouver une peau toute douce.

En massage, l'application de l'huile améliorera votre circulation cardio-vasculaire.

Notre conseil : appliquez votre huile juste avant de vous coucher et permettre ainsi à l'argan d'agir toute la nuit.

L'huile d'argan pour les cheveux

Idéal pour des cheveux secs ou rêches, elle permet de retrouver une chevelure soyeuse et brillante.

Comment l'utiliser ? Appliquer de l'huile sur toute la longueur de vos cheveux. Patientez 30 minutes avant de faire votre shampoing et de rincer.

Utilisée régulièrement, vos cheveux seront à nouveau en pleine santé. Ses vertus bénéficient à la fois aux cheveux qu'au cuir chevelu qui est ainsi revitalisé.

En été, l'argan peut être utilisé en huile coiffante pour réhydrater vos cheveux desséchés après une exposition au soleil ou après la plage.

L'huile d'argan pour les ongles

Si vous avez des ongles dédoublés, mous ou cassants, appliquer de l'huile d'argan en tant que soin des ongles permettra de les fortifier et de les nourrir. Vos ongles seront ainsi mieux protégés des agressions extérieures.

Pour fortifier vos ongles, une recette simple :

Mélangez 1 cuillère à café d'huile d'argan avec 1 cuillère à café de jus de citron (ou d'huile essentielle de citron). Pendant 15 minutes, plongez vos ongles dans ce mélange. Lavez-vous correctement les mains et renouvelez cette opération environ 1 fois par semaine.

Comment choisir et acheter une huile d'argan de qualité ?

L'argan connait un véritable engouement depuis quelques années. Méfiez-vous des imitations ou des soins qui se disent " naturels".

Vous trouverez de nombreux soins à base d'huile d'argan dans vos parapharmacies et supermarchés. Ces soins ne contiennent qu'un petit pourcentage d'argan.

Pour bénéficier au mieux des bienfaits de l'argan, vous pouvez trouver ce soin 100% naturel sur Internet et dans des boutiques spécialisées. Nous vous recommandons ces dernières. En effet, sur Internet il est plus difficile de s'assurer de la qualité d'un produit. A moins de passer par des sites que vous jugerez de confiance. Lisez bien la composition de l'huile et assurez-vous de son odeur. Il est aussi un signe de qualité.En effet, naturelle, lorsqu'elle est correctement fabriquée et conservée, a peu ou pas d'odeur.

Aussi, elle possède une couleur claire, à la différence de celle utilisée dans l'alimentation qui est un peu plus foncée.

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Les DÉBATS
Quotidien national d'information
Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
•Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17•Email : Lesdebats@hotmail.com •
Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue des champions d'Afrique/Tour préliminaire

L'USMA et le MCEE qualifiés

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique, l'USM Alger et le MC El-Eulma, ont difficilement composté leur billet pour les 16es de finale de la Ligue des champions d'Afrique de football, à l'issue des matchs retour du tour préliminaire. L'USMA s'est, en effet, inclinée à Ndjamena face aux Tchadiens de Foullah Edifice (3-1). Au match aller, les Algérois l'avaient emporté sur le score de 3 à 0, ce qui fait qu'ils ont bénéficié de l'avantage du but inscrit à l'extérieur. Au prochain tour, l'USMA sera opposée aux Sénégalais de l'AS Pikine. Les Rouge et Noir ont souffert avant d'assurer la qualification alors que tout le monde pensait qu'ils avaient réussi le plus dur au match aller avec cette large victoire de 3 buts à 0. Les Usmistes, qui ont pourtant l'expérience de la compétition africaine, devront refaire leur apprentissage dans cette compétition pour éviter ce genre de scénario à l'avenir. Le chemin est encore long pour atteindre la phase

des poules qui reste le principal objectif des Algérois. Pour les Eulmis, vainqueurs au match aller face aux Ethiopiens de St-Georges (1-0), ils se sont également inclinés au retour à Bahir Dar (2-1). Les gars des Hauts-Plateaux rencontreront en 16es de finale les Ghanéens d'Ashanti Kotoko. Les Eulmis, et même s'ils sont à leur première participation dans ce genre de compétition, ont quand même affronté une équipe éthiopienne modeste et il aurait été dommage de laisser filer cette qualification.

Le MC El-Eulma dispose d'un groupe solide avec dans ses rangs le meilleur buteur du championnat de Ligue 1 Mobilis, Walid Derrardja.

L'ES Sétif, tenant du trophée et exempte du tour préliminaire, défiera au prochain tour le vainqueur de la double confrontation entre Barrack Young Controllers (Liberia) et Real Banjul (Gambie).

Imad M.

CS Constantine

Iaïche s'en va, Bracci le remplace

■ La direction du CS Constantine a engagé, dimanche soir, l'entraîneur français, François Bracci, deux jours seulement après avoir conclu un contrat avec Abdelkader Iaïche qui devait entamer son travail hier lundi, a-t-on appris auprès du club de Ligue 1 algérienne de football. La même source n'a pas donné de détails sur les raisons de ce retournement de situation, se contentant d'indiquer que l'ancien coach du MC Alger a débuté son travail hier lundi. Bracci a confirmé l'information précisant s'être entendu avec le premier responsable du vieux club de Cirta, Omar Bentobal, de diriger son équipe jusqu'à la fin de la saison. Le CSC s'était séparé, mercredi dernier, de son désormais ex-entraîneur, Rachid Belhout, au lendemain de sa défaite en déplacement face à l'USM Alger (2-0) pour le compte de la 21e journée du championnat. Les Sanafir traversent une mauvaise passe en n'obtenant que cinq points lors des six premières journées de la phase retour. Le CSC a dégringolé à la 10e place au classement avec une avance de trois points seulement du premier relégable, le NA Hussein-Dey.

ES Sahel

Bounedjah offre la victoire à son équipe

■ L'attaquant international algérien de l'ES Sahel, Baghdad Bounedjah, s'est distingué dimanche en inscrivant un doublé lors de la victoire de son équipe en déplacement face au Club Africain (2-1), dans le cadre de la 18e journée du championnat tunisien de football. Véritable poison pour la défense du Club Africain, Bounedjah a inscrit ses deux buts aux 25e et 57e minutes. Avec ce doublé, Bounedjah, qui avait terminé meilleur buteur du championnat tunisien la saison dernière (14 buts), a porté son total à 10 buts. Le club de Sousse a dû terminer la partie en infériorité numérique après l'expulsion de Rami Bedoui (45e). De l'autre côté, le milieu international algérien du Club Africain, Abdelmoumen Djabou, titularisé, a pris part à l'intégralité de la rencontre. A l'issue de cette victoire, l'ES Sahel revient à deux points du Club Africain, toujours leader avec 39 points. Bounedjah est fortement pressenti pour réintégrer les rangs de la sélection algérienne lors du tournoi de Doha, au cours duquel les Verts disputeront deux matchs amicaux contre le Qatar et Oman les 26 et 30 mars.

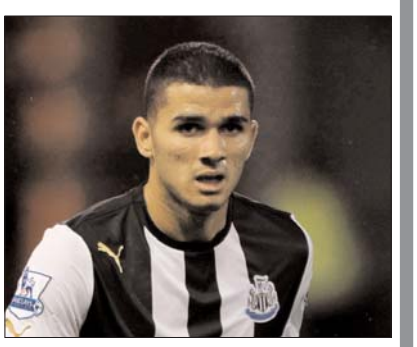
Newcastle

Abeid satisfait de la victoire

■ L'international algérien, Mehdi Abeid, titulaire pour la première fois depuis deux mois avec Newcastle, a qualifié de *«précieuse»* la victoire à domicile de son équipe face à Aston Villa (1-0), samedi, dans le cadre de la 27e journée du championnat de première division anglaise de football. *«C'est une précieuse victoire, nous avons glané trois points importants. Je rends hommage à nos supporters qui nous ont beaucoup soutenu»*, a déclaré Abeid à la presse à l'issue du match.

Le joueur de 22 ans, victime d'une blessure à l'orteil lors de son premier stage en équipe d'Algérie en novembre dernier, a repris la compétition fin décembre, mais il a vite rechuté alors qu'il était retenu dans la liste des 23 joueurs des Verts concernés par la précédente Coupe d'Afrique des nations (17 janvier- 8 février). L'entraîneur national Christian Gourcuff l'a fait remplacer alors par Ahmed Kashi (FC Metz/France).

Abeid, qui a joué la saison dernière au Panathinaikos (Div 1, Grèce) à titre de prêt, a repris la compétition à la mi-janvier, mais en se contentant de faire des apparitions en cours de matchs. Face à Aston Villa, il a disputé l'intégralité de la partie au terme de laquelle le club londonien, 11e au classement, a renoué avec la victoire. Le milieu défensif formé à Lens (L 1, France), est pressenti pour réintégrer les rangs de la



sélection algérienne lors du tournoi de Doha, au cours duquel les Verts disputeront deux matchs amicaux contre le Qatar et Oman les 26 et 30 mars.

Championnat d'Afrique (seniors dames) des clubs de volley-ball

Le GSP en préparation en Turquie du 7 au 17 mars

■ Les volleyeuses du GS Pétroliers (seniors), victorieuses du doublé (Coupe/championnat) de la saison 2014-2015, effectueront un stage bloqué du 7 au 17 mars courant, en prévision des championnats d'Afrique, prévus du 25 mars au 7 avril en Egypte, a annoncé dimanche l'entraîneur Salim Achouri. *«Pendant notre stage en Turquie, les joueuses seront soumises à un travail biquotidien, à raison de 3 heures de travail par séance»,* a détaillé le coach des pétrolières, concernant le programme de travail à suivre pendant ce stage. *«Nous disputerons également quatre matchs amicaux, contre des clubs locaux, tous sociétaire de la Division Pro A du championnat turc»*. Achouri a expliqué que le GSP avait le choix entre plusieurs autres pays européens pour y effectuer ce stage de préparation, mais il a préféré la Turquie *«car c'est l'un des meilleurs championnats au monde actuellement»*. *«Les clubs turcs ont engagé certaines parmi les meilleures joueuses au monde et c'est ce qui a rehaussé le niveau de leur championnat Pro. Ce sera donc une bonne chose pour nous de disputer ces quatre matchs amicaux avec des formation turques»,* a encore souligné la même source. Le GSP devrait effectuer ce stage de préparation avec un effectif au grand complet, car Fatmia-Zohra Oukazi et Amal Khemtache, les seules joueuses qui souffraient de légères blessures sont de nouveau opérationnelles. Oukazi souffrait d'un problème au tendon d'Achille et Khemtache d'une douleur à l'épaule avaient d'ailleurs participé à la finale de la Coupe d'Algérie, disputée vendredi à la salle omnisports de Chéraga, et remportée (3-0) face à l'ASW Béjaïa. *«A notre retour à Alger, le 17 mars courant, la charge de travail baissera considérablement»,* a annoncé Achouri, dans un souci de *«ménager»* ses athlètes, à seulement quelques jours du coup d'envoi du Championnat d'Afrique. Les camardes de Fatima-Zohra Oukazi, qui ont bénéficié de deux jours de repos après la finale de la Coupe d'Algérie, ont repris du service hier lundi. Outre le GSP, l'Algérie sera représentée par deux autres clubs aux prochains Championnats d'Afrique : le NR Chlef et l'ASW Béjaïa. Les autres pays participants, notamment : la Tunisie, l'Egypte, le Kenya et le Cameroun n'engageront que deux clubs chacun. *«Nous sommes les tenants du titre et rien que par rapport à cela, nous disputerons cette compétition à fond, et avec la ferme intention de conserver notre trophée»,* a affirmé Achouri, en avouant que dans cette quête, la tâche du GSP ne sera pas facile. *«Des clubs comme Al Ahly d'Egypte et le Pipeline du Kenya, ou même les représentants camerounais ou tunisiens seront certainement de redoutables concurrents. Mais nous ferons quand même le maximum pour défendre notre titre»,* a conclu l'entraîneur des Pétrolières.

Karaté

L'assemblée générale élective fixée au 21 mars

■ L'assemblée générale élective de la Fédération algérienne de karaté-do aura lieu le 21 mars au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA), a-t-on appris auprès du secrétaire général de l'instance fédérale. *«L'assemblée générale élective aura lieu le 21 mars pour élire un nouveau président de la FAK, en remplacement de Kheïdar Aït-Brahim, suspendu par le ministère des Sports»*, a indiqué Slimane Mesdoui. Cette AG élective sera précédée par l'assemblée générale extraordinaire (AGEx), prévue le 13 mars, pour l'installation des commissions de candidature et de recours. Pour rappel, suite aux conclusions du rapport d'inspection faisant état d'irrégularités et d'anomalies dans la gestion administrative et financière de la FAK, le ministère des Sports avait décidé de suspendre son président, Kheïdar Aït Brahim. L'article 33 des règlements intérieurs de la FAK stipule qu'en cas de force majeure ou démission du président, il sera procédé à l'organisation d'une assemblée générale élective ou la réhabilitation du président suspendu dans un délai de 90 jours.

Les DEBATS

http://www.lesdebats.com

Météo

Alger	Oran	Annaba
Ensoleillé	Ensoleillé	Ensoleillé
Min 9 °C	Min 8 °C	Min 6 °C
Max 13 °C	Max 15 °C	Max 13 °C

Moscou

Des dizaines de milliers de personnes rendent hommage à Boris Nemtsov

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, 70 000 selon un organisateur, ont participé à Moscou à une marche en hommage à Boris Nemtsov, l'opposant et ancien vice-Premier ministre russe assassiné vendredi dernier près du Kremlin. «Nous estimons que plus de 70 000 personnes sont venues», a déclaré à l'AFP, Alexandre Rikline, l'un des organisateurs de cette marche à laquelle les autorités avaient donné le feu vert. La police a fait état d'environ 21 000 participants. Leur nombre dépasse largement celui des manifestants ayant répondu aux appels de l'opposition ces derniers temps, et le rassemblement rappelle par son ampleur les grandes manifestations organisées en 2011 et 2012 contre le président Vladimir Poutine. Aucun incident n'a été signalé pendant la manifestation.
Un député ukrainien qui s'était spécialement rendu à Moscou, Alexeï Gontcharenko, a été arrêté par la police avant le début de la marche. «Il est accusé de rébellion contre les forces de l'ordre. Il doit être jugé demain (hier)», a indiqué un de ses avocats, Mark Feiguine, cité par l'agence de presse RIA Novosti.
Nikolaï Polozov, un autre avocat du député, a fait savoir dans la soirée que son client avait pu quitter le commissariat. «Il est mort pour l'avenir de la Russie», «Il s'est battu pour une Russie libre», «Ces balles sont pour chacun d'entre nous», pouvait-on lire sur les pancartes tenues par les manifestants, dont beaucoup avaient à la main un drapeau russe ou un portrait du défunt.
«C'est un assassinat politique pour l'exemple, pour terroriser les gens. Maintenant, la terreur politique va s'intensifier», a déclaré un manifestant, Alexandre Akouline, un ingénieur.
L'opposition avait annulé la manifestation contre Vladimir Poutine prévue à l'origine pour la remplacer par cette marche dont les participants ont traversé le centre de Moscou avant de rejoindre l'endroit où Boris Nemtsov a été tué de quatre balles dans le dos. Le pont sur lequel l'opposant âgé de 55 ans a été abattu pendant qu'il se promenait à pied avec une jeune femme venue d'Ukraine et présentée comme sa compagne était recouvert de fleurs, de bougies, de photos et de messages apportés par des personnalités connues et une foule d'anonymes. A Saint-Pétersbourg, la deuxième ville de Russie, plus de 6 000 personnes se sont rassemblées pour honorer sa mémoire. «Je porte un drapeau ukrainien parce que Nemtsov s'est battu pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Et ils l'ont tué pour ça», a déclaré Vsevolod Nelaïev. Des milliers de personnes lui ont également rendu hommage en province, notamment à Ekaterinbourg, dans l'Oural, et à Tomsk, en Sibérie, ainsi qu'à l'étranger, où des rassemblements ont été organisés à Paris, Kiev, Budapest, Varsovie et Vilnius. Quelques heures avant d'être assassiné, M. Nemtsov, avait appelé sur les ondes de la radio Echo de Moscou à manifester dimanche contre ce qu'il avait appelé «l'agression de Vladimir Poutine» en Ukraine. Son assassinat a été un choc brutal pour ses partisans et des milliers d'anonymes. Il a provoqué un concert de condamnations indignées dans la communauté internationale. Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a répété dimanche dernier, sur la chaîne de télévision américaine ABC, que les Etats-Unis attendaient des autorités russes «l'enquête crédible et transparente qui permettra de savoir qui est derrière (le meurtre) et qui l'a commis». Cette enquête devra être «acceptable autant pour le peuple russe qu'à l'échelon international», a insisté un responsable américain qui accompagne M. Kerry à Genève, où il ddevait notamment s'entretenir hier avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. ***AFP***

GHIR HAK — radje07@yahoo.fr

Son corps a été jeté dans un oued

Les assassins d'un commerçant, condamnés à mort

Les auteurs présumés de l'enlèvement et de l'assassinat, en janvier 2014, d'un homme à Béni Zmenzer ont été condamnés, dimanche dernier, à la peine capitale par le tribunal criminel près la cour de Tizi Ouzou.

Les deux accusés (A. Y. et O. M) dans cette affaires ont été reconnus coupables d' «enlèvement dans le but de l'obtention d'une rançon» et d' «homicide volontaire avec préméditation», dans l'affaire de l'assassinat de Mebrek Amirouche, 38 ans, kidnappé le 24 janvier 2014 et retrouvé mort, cinq jours après sa disparition, son corps jeté près d'un oued dans la commune d'Agouni Gueghrane (à une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi Ouzou).

Lors du procès qui s'est ouvert dimanche dernier et qui a duré jusque tard dans la soirée, les deux accusés ont nié en bloc les faits retenus contre eux. Le procureur général avait requis la peine capitale à l'encontre des deux accusés.

Ce procès qui a connu la présence d'une foule nombreuse de citoyens et d'avocats, s'est étalé sur toute la journée. Une quinzaine de témoins à charge et à décharge se sont succédé à la barre.

La victime de cet enlèvement avait été kidnappée dans son village à Oumadhène (Beni Zmenzer). Ses ravisseurs avaient exigé de sa famille une rançon de 3 millions de dinars contre sa remise en liberté. Mais au 5ème jour de sa disparition, son corps a été découvert près d'un oued.

R. N.

Contrebande

Carburants, produits et drogues saisis

Des produits divers destinés à la contrebande ont été récupérés ou saisis ces derniers jours a indiqué hier le commandement de la Gendarmerie nationale dans un communiqué.

A El Mezraâ, dans la wilaya de Tebessa, 2 437 cartouches de fusil de chasse abandonnées par des contrebandiers ont été récupérées par les gardes-frontières lors d'une patrouille dans leur secteur de responsabilité.

Une enquête a été ouverte par les gendarmes de la brigade territoriale de Safsaf El Ouesra sur cette découverte.

A Souk Ahras, les gardes-frontières de Taoura, Sidi Salah et Bourenane ont récupéré, lors de patrouilles dans leurs secteurs de responsabilité, 1 034 litres de carburant, abandonnés par des contrebandiers.

Dans la wilaya de Tlemcen, 7 000 litres de carburant destinés également à la contrebande ont été récupérés par les gardes-frontières de Hadj Miloud lors de patrouilles sur la bande frontalière. Au même endroit, deux véhicules de marque Mercedes, une quantité de déchets de cuivre et 3 450 litres de carburant, destinés à la contrebande, ont été saisies.

Par ailleurs, agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la brigade de Bab El Assa (Tlemcen) ont saisi dans une habitation inoccupée d'un contrebandier en fuite dans la même commune, 85 jerricans contenant 2 550 litres de mazout et ont ouvert une enquête à cet effet. Toujours à Tlemcen, 29 kilos de kif traité enfermé dans un sac en plastique rejeté par les vagues ont été récupérés par les gendarmes de la brigade de Honaïne qui ont agi sur renseignements et ont ouvert une enquête au sujet de cette découverte.

Bilal L.

ACTU...

Tizi Ouzou

Un terroriste abattu par l'armée

Un terroriste a été abattu par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dimanche dernier dans l'après-midi dans la localité d'Aït Mesbah, dans la commune de Beni Douala (Tizi Ouzou), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.
«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une embuscade, un détachement de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou (1ère Région militaire), a abattu un terroriste, dimanche dernier, dans la localité d'Aït Mesbah, Commune de Beni Douala», note le communiqué.
«L'opération s'est soldée par la récupération d'un fusil semi-automatique de type Simonov et d'une quantité de munition», ajoute la même source.

R. N.

Egypte

Un mort dans l'explosion d'une bombe au Caire

Une personne a été tuée et quatre blessées dans l'explosion d'une bombe hier près de la Cour suprême égyptienne, en plein coeur du Caire, selon une source policière. L'explosion s'est produite en pleine heure de pointe dans un quartier très animé du Caire, et il était impossible dans l'immédiat de vérifier si la bombe visait les policiers qui stationnent habituellement près de la Cour.
Dimanche soir, deux personnes sont mortes dans l'explosion d'une bombe posée près d'un commissariat dans la ville d'Assouan, en Haute-Egypte.
Ce type d'attentat, visant généralement policiers et soldats, est désormais fréquent en Egypte, où des groupes armés ont multiplié les attaques contre les forces de sécurité depuis que l'armée a destitué le président Mohamed Morsi en juillet 2013. En octobre 2014, 12 personnes avaient été blessées dans l'explosion d'une bombe près de la Cour suprême.

R. N.

Béjaïa

Un chalutier en dérive secouru

Les gardes-côtes du groupement territorial de Béjaïa ont réussi à sauver, dans la nuit du dimanche à lundi, un chalutier en dérive à deux miles du port de Tala-Ilef, à 30 km à l'ouest de Béjaïa, après qu'il eut perdu ses moyens de propulsion, a-t-on appris auprès de ce groupement. *El Fedjr JJ-45*, en provenance de Dellys (Boumerdès) et se dirigeant vers Jijel avec à son bord un équipage de quatre personnes, a été confronté à une panne de moteur et à une infiltration d'eau de mer dans la salle des machines, précipitant sa dérive, a-t-on expliqué de même source.
Alertés dimanche vers 23h25, les gardes-côtes se sont porté à son secours, le sauvant d'un naufrage certain. Le chalutier ainsi que l'équipage ont dû être remorqués à l'aide d'une vedette de sauvetage, au bout d'une opération qui a duré moins de deux heures, selon la même source.

R. N.